



HAL
open science

Habiter le mouvement : l'habiter dans les grands-ensembles en rénovation

Mathieu-Julien Le Huludut

► **To cite this version:**

Mathieu-Julien Le Huludut. Habiter le mouvement : l'habiter dans les grands-ensembles en rénovation. Architecture, aménagement de l'espace. 2022. dumas-04088933

HAL Id: dumas-04088933

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04088933>

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

HABITER LE MOUVEMENT

L'HABITER DANS LES GRANDS-ENSEMBLES EN RÉNOVATION

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



HABITER LE MOUVEMENT

L'habiter dans les grands-ensembles en rénovation

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT PROTEGE AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Remerciements

Je tiens à remercier sincèrement toutes les personnes que j'ai eu la chance de rencontrer au cours de mes recherches et avec qui j'ai parfois tissé de jolis liens. Merci aux habitants qui ont accepté de m'ouvrir les portes de chez eux et de leur mémoire, avec toujours beaucoup de bienveillance et de sincérité.

Merci à Élise Roy d'avoir suivi l'avancée de mon travail et de m'avoir aiguillé sur les chemins tortueux du mémoire.

Merci à Loïc, Jacques, Marie, Camille, Sam, Damien, Nadia, Farida, Youssef, Aïcha, Samrawit, Karim, Coralie, Julien, Daniel, Corine, Camille, Marine, Dana, Stéphanie et Annie qui ont pris de leur temps pour participer et prendre part à mes recherches.

Merci à Laureen, Camille et Antoine pour leur soutien sans faille.

SOMMAIRE

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

p. 10	INTRODUCTION
p. 16	PARTIE I - TERRITOIRE DE MOUVEMENT, L'ATTENTION AU "PENDANT"
p. 18	Postures La création d'un mouvement voulu De la volonté au vécu Accompagner le mouvement
p. 32	Mouvements Le quartier comme un tout ? Faire l'inventaire du mouvement
p. 42	Effets Mettre de l'ordre Faire son ordre Un désordre temporaire ... Aux allures durables La rétroaction au service de l'apprentissage
p. 54	PARTIE II - HABITER LE MOUVEMENT, LA TRAVERSÉE DES ÉCHELLES
p. 56	Territoire, porteur ou support ? Habiter, c'est-à-dire ? Les grands-ensembles, espace(s) habité(s)? De l'espace vécu à la construction d'un habitat
p. 74	L'habiter adaptatif Le lien social porteur du quartier Investir le territoire Le Quartier, construire une histoire commune qui sécurise
p. 88	Habiter et/ou s'habiter S'ancrer pour se stabiliser Des lieux totems pour s'ancrer dans l'histoire Histoires d'habitants, histoires d'habiter Habiter pérenne, habiter passager
p. 108	BIBLIOGRAPHIE
p. 112	ANNEXES

Introduction

2021 se termine sur une crise totale; économique, politique, sociale et climatique. L'humain et sa manière d'être au monde est au cœur des préoccupations actuelles, en parallèle d'une montée croissante d'un état sécuritaire. Cette situation qui aujourd'hui touche la grande majorité des français, était déjà coutume pour les habitants des grands-ensembles. Problématiques sécuritaires, fragilité économique, luttes et métamorphoses du territoire, sont en réalité le quotidien de milliers de personnes en France. Et si, comme on a pu le faire pour les classes bourgeoises, lors des confinements successifs, on se questionnait sur l'humain et sa manière d'être au monde dans les grands-ensembles, à quoi arriverait-on ? Il n'a pas fallu attendre une épidémie pour que ces territoires se mettent à muter. Aujourd'hui comme depuis leur création, s'y développe un habiter malgré le mouvement permanent dans lequel ils sont pris.

Imaginé dès les années 1930 et construit dans les années 1960/1970 en pleine période d'expansion économique et d'entrée dans la société de consommation, les grands-ensembles ont d'abord eu pour but de répondre au besoin massif de logements. Ils se sont développés avec l'idée d'une nouvelle manière d'habiter, plus autonome et plus hygiénique. Alors censés être à la pointe des technologies de l'époque, les grands-ensembles se construisent en périphérie des villes et doivent se voir dotés de services et d'équipements leur permettant un fonctionnement autonome et indépendant de la ville. Dans les faits, les moyens financiers disponibles et l'ampleur démesurée des travaux, n'ont pas permis de façonner ces morceaux de ville à l'image de ce qu'ils devaient être. On a donc vu émerger d'immenses zones résidentielles, sans service et sans équipement, peu voire non reliées au centre de la ville sur plusieurs dizaines d'années. La population, à l'origine, socialement mixte s'est vu perdre sa diversité, les classes sociales les plus aisées quittant les grands-ensembles pour leur manque de services.

Avant d'être en rénovation, ou renouvellement comme il est coutume de le dire aujourd'hui bien que les principes n'aient pas foncièrement changé, les grands-ensembles ont d'abord été en construction sur des temporalités démentielles. 15 ans, 30ans sans que ces territoires ne soient véritablement en capacité de répondre aux besoins des habitants qu'ils abritaient. Malgré les conditions de vie auxquelles étaient et sont

encore confrontés les habitants de ces quartiers de grands-ensembles, on constate qu'un habiter s'y développe, malgré l'instabilité du territoire. Les populations des grands-ensembles construisent leur habiter avec le mouvement de leur territoire et les conséquences que cela peut avoir. Au regard d'études et de recherches menées sur la question de l'habiter -spécifiquement dans les grands-ensembles ou de manière plus globale-, on peut se questionner sur la possibilité d'y construire un habiter et comment celui-ci interagit avec le mouvement perpétuel du territoire?

Pour tenter d'avancer des réponses à ces questions, ce mémoire s'appuiera sur deux quartiers de grands-ensembles nantais, que sont Bellevue et les Dervallières. Il s'appuiera également sur les recherches et écrits de Barbara Allen et Michel Bonetti, dont le travail a porté pendant 30 ans sur la question de l'habiter dans les grands-ensembles. Les deux auteurs ont travaillé à comprendre les caractéristiques de l'habiter dans les grands-ensembles, et d'en donner une définition. Ce mémoire s'inscrit dans une continuité, et propose une autre approche en questionnant la place de la spatialité et du territoire dans la construction de l'habiter. Le travail mené s'appuie sur la définition proposée par Allen et Bonetti pour tenter de comprendre comment se construit cet habiter dans les grands-ensembles. Pour cela, s'intéresser aux grands-ensembles en rénovation semblait un point d'entrée pertinent car les mouvements du territoire sont plus évidents et devaient permettre de mettre en lumière les mécanismes de construction de l'habiter plus facilement.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DE PATRIE

Le Quartier des Dervallières

Le quartier des Dervallières est le grand-ensemble le plus ancien de la métropole nantaise. Sa construction fait suite au lancement des programmes de construction d'après-guerre et il est classé grand projet d'intérêt national en 1950, puis chantier d'expérience en 1951. La construction des logements commence en 1956 pour s'achever en 1965. Il compte aujourd'hui un peu plus de 5000 habitants, soit seulement 9% des habitants des Quartiers Politique de la Ville (QPV) de la métropole. Il est composé de 2243 logements sociaux, ce qui représentent 97% des logements du quartier, qui sont répartis entre des barres d'immeubles et un building construit pour servir de repère. Il se compose également, au nord-ouest, de 406 maisons individuelles construites de 1955 à 1972 par les Castors. Le quartier compte peu de commerces et de transports, laissant pendant quelques années les habitants sans possibilités de rejoindre facilement le centre ville. Aujourd'hui il est relié au reste de la ville par trois lignes de bus dont deux à haute fréquence, mais ne bénéficie toujours pas d'une offre proportionnelle au nombre d'habitants en terme de commerces.

Les Dervallières font partie des quartiers dont la population est la plus pauvre de Nantes, bien qu'elle revête d'une grande diversité. Le quartier se caractérise par une vie sociale très intense depuis sa création. On y trouve de très nombreuses associations avec une influence notable auprès des institutions (Femmes chefs de famille (FCF), la Confédération syndicale des familles (CSF), l'Amicale laïque des Dervallières). Celles-ci revendiquent et obtiennent des avancées pour le quartier. En parallèle de cette vie sociale active, le quartier des Dervallières a été touché par les émeutes de 2005 pendant plusieurs jours, puis est classé en «Zone Urbaine Sensible» par la suite, il l'est toujours aujourd'hui. En 2017, suite à l'annonce de Gérard Collomb, le quartier des Dervallières est visé par le dispositif de la « reconquête républicaine » des quartiers, qui consiste au déploiement de la police de sécurité du quotidien dès l'été 2019, tout comme pour le quartier Bellevue.

Le quartier des Dervallières est un terrain d'étude intéressant dans la mesure où les grandes transformations du projet urbain, qui vise à le rénover, ont déjà presque dix ans. Ainsi, le quartier est dans une phase post-transformation, qu'il sera intéressant de mettre en dialogue avec le quartier Bellevue qui est pour sa part, en pleine mutation.

Le Quartier Bellevue

Le quartier Bellevue est le plus grand quartier d'habitat social (325 hectares) de la ville de Nantes et s'étend également sur une partie de la commune de St-Herblain. Il fait partie des onze quartiers de la ville et est délimité au nord par le quartier des Dervallières, Chantenay au sud et Zola à l'est. Il compte presque 20000 habitants répartis entre des logements sociaux (66% des logements du quartier) et des copropriétés. La construction du quartier débute en 1959. Il se compose de barres d'immeubles qui dépassent rarement plus de cinq niveaux, de tours d'une quinzaine de niveaux et de pavillons. Le quartier est au carrefour de toutes les politiques urbaines et sociales depuis de nombreuses années. Tour à tour classé quartier prioritaire, puis zone de redynamisation urbaine, puis zone franche urbaine avant de passer PRNU (Projet de Rénovation Urbaine) en 2009 puis NPNRU (nouveau programme national de renouvellement urbain) en 2019. C'est un ensemble très dense qui fait aujourd'hui l'objet du projet de rénovation urbaine d'ampleur métropolitaine, le Grand Bellevue, depuis l'extension du périmètre d'intervention du projet urbain sur la parti herblinoise de Bellevue.

Le quartier est ponctué de deux places fortes que sont la place Mendès-France et la place des Lauriers, qui sont en cours de rénovation (en 2021). Le quartier Bellevue, est un quartier de forte mixité urbaine et sociale bien que la population y soit pauvre voire très pauvre. La grande diversité contribue grandement à l'activité sociale du quartier, notamment par le biais associatif, qui est très développé à Bellevue. De plus, le quartier à toujours hébergé des figures militantes, surtout des femmes, qui ont lutté pour rendre meilleures les conditions de vie des habitants. Pourtant, l'image et la réputation du quartier sont aujourd'hui assez mauvaises, ce qui a conduit les politiques publiques à mener une lutte sécuritaire dans le quartier. Cette attention sécuritaire était la première phase (2013) du projet du Grand Bellevue avant même l'amélioration du quotidien (2019).

Ainsi, pour sa part, le quartier Bellevue est un terrain d'étude qui permettra d'aborder la question de la rénovation urbaine au moyen d'un projet en cours et permettra de ce fait, d'appréhender ses effets sur le territoire et l'habiter en temps réel. Il constituera donc le terrain majeur d'étude pour ce mémoire.

Habiter le mouvement ?

Ce mémoire vise à transmettre les recherches qui ont pu être menées dans ces deux grands ensembles nantais, dans le but de comprendre comment s'habite les mouvements de ce territoire. En considérant les grands-ensembles dans leur qualité de territoire, les mouvements dont traite cette recherche, sont les évènements sociaux, les interventions institutionnelles, les projets architecturaux, paysagers et urbanistiques, en somme, les évènements à caractère socio-spatial ayant lieu sur ce territoire et participant à sa mutation.

Pour rendre compte des résultats de la recherche, ce mémoire se divisera en deux parties. Une première qui tachera d'abord de mettre en valeur les acteurs du mouvement et leurs postures, puis qui explicitera ce que peuvent être les différents mouvements qui font muter le territoire. Cette première partie se clôturera sur les effets du mouvement sur le territoire et sur ses populations habitantes.

Le seconde partie portera plus spécifiquement sur l'habiter dans le contexte d'un territoire en mouvement. Au regard de ce qui aura été énoncé dans la première partie, il s'agira de comprendre la place du territoire dans la construction de l'habiter. Un habiter qui se construit en traversant les échelles et qui entretient un lien fort, de réciprocité, entre la construction de soi et celle du territoire.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DE PATENTEUR



PARTIE I

TERRITOIRE DE MOUVEMENT, L'ATTENTION AU "PENDANT"

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

1 Postures

- La création d'un mouvement voulu
- De la volonté au vécu
- Accompagner le mouvement

2 Mouvements

- Le quartier comme un tout ?
- Faire l'inventaire du mouvement

3 Effets

- Mettre de l'ordre
- Faire son ordre
- Un désordre temporaire
- ... Aux allures durables
- La rétroaction au service de l'apprentissage



POSTURES

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR





Dans l'étude des événements qui participent à la mise en mouvement du territoire se révèle une dualité des acteurs, internes/externes. Cette opposition n'est pas nouvelle et se retrouve également dans d'autres contextes que celui des grands-ensembles. Mais ce qui fait sa particularité ici, c'est que ce couple découle notamment d'une dualité très installée et caractéristique des grands-ensembles, due à son autonomie au regard de la ville. Historiquement construits en périphérie, les modes de vie et de gestion des grands-ensembles ont conservé, au grand damne des municipalités, une forme d'autarcie très forte. La défiance entre les deux groupes, habitants d'un côté, institutions de l'autre, est grande et participe à la visibilité de cette dualité, semblant parfois rendre les deux parties incapables de co-construire voire de co-exister. Nous verrons que ce n'est pourtant pas toujours le cas et que de nouveaux dispositifs sont mis en place pour rompre avec cette binarité et permettre une construction commune du territoire.

Les mouvements du territoire peuvent être initiés par des humains ou des non-humains, mais ici, il sera question de s'intéresser à ceux produits par les humains car la question principale de ce mémoire est celle de l'habiter et donc de l'habitant. Avant de regarder en détail ce que sont ces mouvements qui transforment le territoire, il semble nécessaire de s'intéresser aux différentes postures de ceux qui en sont acteurs et/ou sujets.

La création d'un mouvement voulu

Généralement, les mouvements induits par les humains sont la réponse à une volonté, à une réflexion construite en amont de toute transformation concrète du territoire. Cette *posture projective*, regroupe les acteurs que l'on pourrait qualifier de décideurs. Nous avons évoqué plus haut, l'existence d'une dualité entre internes et externes au territoire des grands-ensembles, nous retrouvons dans ces décideurs, une part d'acteurs internes et une autre d'externes, les deux n'étant pas équivalentes proportionnellement.

Les acteurs externes, qui sont donc indirectement concernés par la mutation du territoire peuvent être les suivants ; les collectivités territoriales (commune, département, région), les intercommunalités, et dans une certaine mesure, les ministères et le président.

Les acteurs internes, qui sont directement concernés par la mutation du territoire peuvent être ; les habitants, les syndicats, les équipes de quartier, les bailleurs sociaux, les propriétaires immobiliers, les commerçants, les agents de services et les associations ayant leurs activités sur le territoire.

Tous, œuvrent dans une certaine mesure, à la mutation du territoire. Et on observe des grands principes presque invariants, dans la réflexion des interventions à porter sur ce territoire, en fonction de l'origine des acteurs. Lorsque qu'ils sont portés par des acteurs dits externes, les mouvements sont planifiés, leur impact est supposé, et basé sur des expériences passées, prenant plus ou moins en compte le contexte dans lequel s'inscrit réellement le projet envisagé. Dans les faits, le contexte n'est pas exclu, il est plus souvent considéré au regard de généralités, faites sur la situation des grands-ensembles. C'est-à-dire qu'une action ayant atteint son objectif prévu, dans un grand-ensemble, sera souvent réemployée telle quelle dans un autre. Pourtant, les liens et les interactions qui constituent les différents territoires sont évidemment autres. Et c'est cette différence, qui rend une action fonctionnelle dans un territoire, infonctionnelle dans un autre. Tous les grands projets urbains sont dotés, depuis l'intégration du volet social de la Politique de la Ville au début des années 1990, de recherches socio-spatiales en amont de l'appel à projet. Cependant, la temporalité du processus joue à l'encontre de cette démarche. Faisant arriver trop tard les comptes rendus d'études préliminaires, participent à une approche déconnectée du contexte réel du territoire. (1)

La volonté des mouvements initiés par ces acteurs, est bien souvent d'intervenir de manière forte et durable. Les projections s'inscrivent sur des temporalités relativement longues, en moyenne de 15 à 30 ans. Les objectifs visés par les interventions sont d'ordres divers, mais peuvent se classer en trois grandes familles; Confort, Sécurité et Mixité. (2) On observe dans la posture de ces décideurs externes, une approche globale du territoire, qui touche autant aux questions sociales que spatiales, mais en gardant toujours un certain recul sur la réalité des faits. On est bien plus dans une forme programmatique, théorique que factuelle et réelle, de la pensée du territoire.

Les intentions portées par les acteurs externes au territoire, sont

(1) Nantes, *Petite et grande fabrique urbaine*, Collection de la ville en train de se faire, direction de Laurent Devisme, Parenthèses, 2009, p.201

(2) Documentation Nantes Métropole

de l'ordre de la transformation profonde du territoire, spatialement et socialement, par des projets de grande envergure et des processus d'intervention impactant (démolitions, réhabilitations, reconstructions, relogements, nouvelles infrastructures...).

En réponse, les mouvements qui sont engagés par des acteurs internes aux grands-ensembles sont souvent issus d'une volonté collective. Portés par des groupes d'habitants et/ou des associations, ces mouvements sont la réponse à un besoin commun d'une majorité d'habitants du territoire. Ils peuvent aussi être l'œuvre d'un acteur isolé, portant un projet fort avec le soutien tacite d'une partie importante des acteurs du territoire. (3) Ces volontés d'intervention ont la plupart du temps, une portée bien plus faible que celles des acteurs externes. Elles n'ont pas vocation à transformer notablement le territoire spatial mais bien plus, à lui conférer une dimension supérieure d'usage et d'appropriation.

Les mouvements concrets et directs qui peuvent être engagés par des acteurs internes relèvent surtout de la mise en place d'actions à la portée très locale et ponctuelle. Les intentions visées par ces acteurs comprennent toujours un volet social prégnant sur le volet spatial. Les volontés de ces projets concernent d'abord les habitants et leur quotidien vécu et indirectement leur cadre de vie. Il s'agit souvent de compléter une action d'acteurs extérieurs, insuffisante du point de vue de l'usage. Par exemple par l'attribution de locaux pour les associations, le traitement des espaces publics livrés bruts, la réfection d'un lieu d'intérêt commun pour les habitants, etc...

De façon générale, les mouvements initiés par des acteurs internes relèvent de la prise d'initiatives et débouchent sur un travail de discussion plus que sur une modification concrète du territoire. Les modifications concrètes s'observent plutôt à posteriori, il y a donc un impact spatial indéniable mais indirect.

L'association ABD (Atelier Bricolage des Dervallières), est un exemple fort d'un besoin individuel et collectif, qui a conduit à la création d'une association qui travaille à la restauration des logements en vue des relogements. Cette démarche est portée par des habitants, pour les habitants et soutenue par des acteurs extérieurs - notamment les bailleurs -. Les actions engagées par des acteurs internes au territoire peuvent également être des réponses à une action portée par des acteurs

(3) Entretien Nadia - évoquant son voisin qui a milité pour la mise en place de composteurs dans le quartier et l'éducation à l'écologie auprès des enfants

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

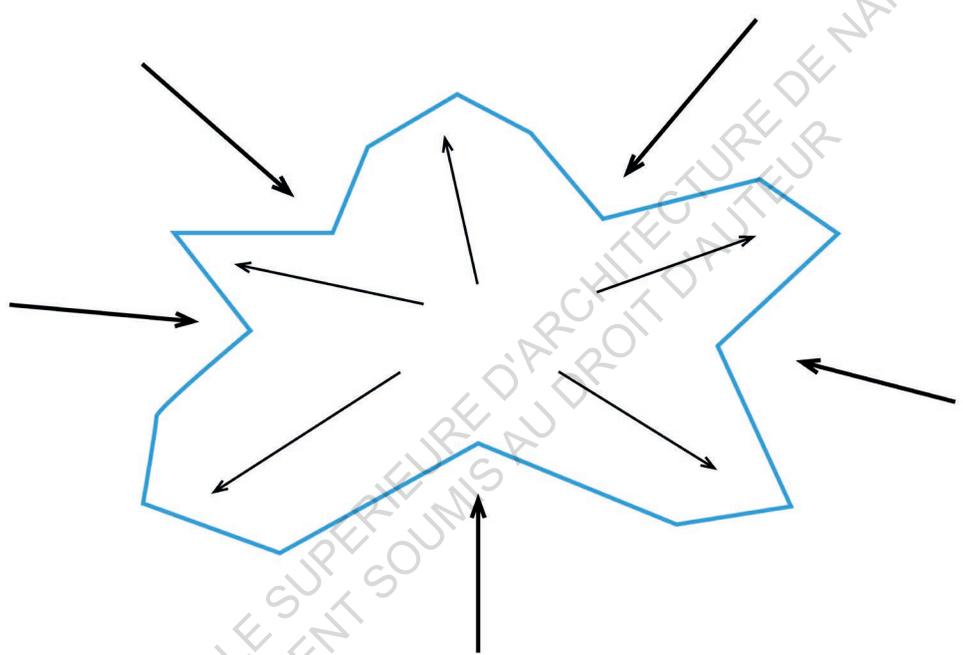


Schéma des postures voulus



Territoire

Postures voulues

-  Actions internes
-  Actions externes

externes ayant eut un impact négatif sur l'équilibre socio-spatial du territoire et devant être corrigée. Auquel cas, l'assurance de la réussite n'est pas certaine, car à la différence des acteurs externes, les acteurs internes n'ont pas souvent en main les moyens fonciers et financiers d'action sur le territoire. Ils sont souvent contraints de rendre compte à des acteurs externes au territoire, de leurs volontés et ne peuvent être assurés de l'application de celles-ci. Les outils principaux des acteurs internes dans la mise en mouvement de leur territoire sont le travail collectif et la négociation. Qu'ils soient initiés par l'un ou l'autre des types d'acteurs, les mouvements répondent à la perception de nécessités et de besoins, de l'échelle nationale à l'échelle locale, en terme de territoire, d'économie, de politique sociale et de gouvernance, comme d'usage, d'appropriation, de confort et de bien-être.

De la volonté au vécu

Les volontés que l'on a pu évoquer précédemment, se concrétisent lorsqu'elles prennent place dans l'espace réel du territoire. C'est d'ailleurs à ce moment là, que l'on observe *une seconde posture, celle du vécu*. Les intentions des différents acteurs se traduisent sur le territoire par des interventions urbaines de plus ou moins grandes échelles et dont la bonne réception varie selon plusieurs facteurs. Premièrement, elle est orchestrée par la défiance préalable que peuvent avoir les habitants du territoire envers les acteurs externes, mais également au regard des précédentes interventions portées sur le territoire, et enfin de l'intentionnalité de l'action et la réponse ou non à une demande/nécessité des habitants... En somme, l'acceptation habitante de l'intervention dépend fortement de la cohérence de celle-ci avec la réalité du contexte.

On observe cinq grandes familles de vécu de ce mouvement, pour lesquels l'engagement et l'intérêt porté aux mouvements du territoire, diffèrent notablement. Ce sont les cinq grandes familles d'interlocuteurs auxquels il est possible d'avoir affaire dans le contexte de grands projets urbains dans les grands-ensembles (A;E).

A - Acceptation plus ou moins volontaire sans pris de position

Une grande partie des habitants est plutôt favorable aux grands projets urbains bien qu'ils ne cautionnent pas forcément l'entièreté des décisions prises. Ils s'adaptent aux mutations du territoire avec plus ou moins de

difficultés mais sans s'engager dans le processus aux côtés des acteurs des mouvements occasionnés. Ils évoluent avec le territoire en tricotant et détricotant les liens qu'ils ont avec celui-ci, au fur et à mesure de son évolution. La majorité des habitants sont relativement passifs face au mouvement de leur territoire, souvent parce qu'ils ne se sentent pas légitimes à prendre position ou parce qu'ils n'en ont pas les moyens, notamment due au manque d'informations.

« *DONC MOI J'AI AIMÉ CETTE ÉMERGENCE DE 50 000 CHOSES À LA FOIS. ET MÊME SI J'AI PAS RÉUSSI AU FINAL À ... PAR EXEMPLE J'AURAIS PU FAIRE PARTIE D'UN COMITÉ DE SOUTIEN OU JE NE SAIS PAS TROP QUOI, MAIS ÇA NON... JE PENSE QUE CE N'EST PAS DANS MA FAÇON D'ÊTRE ET JE N'EN AI PAS ÉPROUVÉ LE BESOIN.* » N.

B - Sans avis notable et sans prise de position volontaire

Que ce soit parce que les changements passent inaperçus ou parce que leur investissement dans le territoire est faible, il y a des habitants (au sens large) qui ne se positionnent pas et ne semblent pas s'intéresser à la mutation du territoire. Cela correspond souvent aux habitants qui ne se projettent pas sur le long terme dans le territoire et/ou n'y sont que de manière très ponctuelle. Ils ont souvent un rapport très usuel avec le territoire, c'est-à-dire que s'ils ne perdent pas les qualités d'usage, voire que de nouvelles sont apportées, ils ne notifieront pas la différence. Dans le cas de la perte d'un usage même temporaire, ils iront chercher ailleurs. Dans la plupart des cas, il s'agit d'habitants ayant une condition sociale légèrement plus aisée que la majorité des habitants du territoire, ce qui leur confère une plus grande mobilité.

« *LA RÉNOVATION ON VERRA CE QUE ÇA DONNE. IL Y EN A QUI SONT PAS TROP POUR. MAIS A UN MOMENT ON Y A BIEN LE DROIT !* » A.

C - Désaccord sans possibilité de prise de position

Certains habitants, se trouvent être en désaccord avec des interventions, car celles-ci impactent fortement leur mode de vie et/ou leur capacité d'appropriation de leur territoire. A l'inverse de la famille précédente, l'incidence de ces transformations est forte sur leur mode de vie et pour des raisons diverses, - bien que souvent de grande pauvreté -, ces

habitants ne trouvent pas les moyens de prendre position et subissent les mouvements du territoire. Ce sont les populations les plus fragiles qui vivent ces interventions avec le plus de difficultés car elles ne bénéficient pas toujours des ressources nécessaires pour s'adapter aux changements parfois trop importants ou répétés. Cette partie de la population n'est pas aussi faible que l'on pourrait le penser (il serait intéressant de faire une étude là-dessus) et s'y retrouve autant des populations issues des anciennes générations de l'immigration, que des plus récentes, mais également des personnes âgées isolées, des jeunes ménages, et des familles nombreuses - d'autant plus lorsqu'elles sont mono-parentale -.

D - Désaccord et positionnement

Une partie des habitants, plus ou moins conséquentes selon le territoire étudié et son historique avec les programmes de rénovation urbaine, sont majoritairement en désaccord voire en opposition avec les interventions portées sur le territoire par des acteurs externes à celui-ci. Il est important de nuancer le propos en disant que ces habitants ne sont pas en désaccord avec l'entièreté des actions - bien qu'il y est forcément quelques grands conservateurs - mais que leur opposition est ponctuelles et dirigée. Cette posture peut résulter d'une considération personnelle ou collective. Soit parce que l'intervention mise en question touche à leur habitat ou un lieu d'usage quotidien auquel cas, c'est un vécu individuel qui est en jeu. Soit parce que l'intervention vise un bien commun aux habitants du quartier, ou à la mémoire collective, auquel cas c'est un vécu collectif qui est en question. Au regard de ce vécu, se mettent en place des actions isolées ou collectives, tentant de s'opposer aux interventions qui sont la source de ce désaccord. Cela peut passer par un travail de négociation avec les acteurs du projet, des actions militantes, ou de la discussions citoyenne/de la concertation. C'est ainsi que certaine intervention prévues et entamées ont été arrêtées dans les premières phases de réalisation, car on avait finalement donné raison à la parole habitante.

« ALORS AU DÉBUT, IL N'Y AVAIT STRICTEMENT RIEN! QUAND ON EST ARRIVÉ IL N'Y AVAIT STRICTEMENT RIEN, ET ÇA AUSSI JUSTEMENT ... ÇA FAIT PARTIE DE CE QUE JE DISAIS AVEC LES GROUPES DE PERSONNES QUI ONT VACHEMENT POUSSÉ À LA ROUE POUR QUE ÇA SE ... ÇA S'OUVRE !» NADIA

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

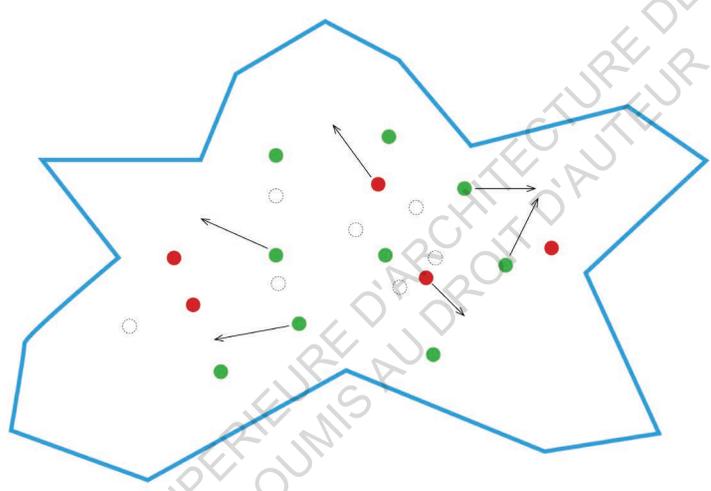


Schéma des postures vécues



Territoire

Postures vécues

-  Vécu (A)
-  Vécu (B)
-  Vécu (C)
-  Vécu (D)
-  Vécu (E)

E - Acceptation et co-production

Enfin, une petite partie des habitants considèrent les GPU comment une plus-value indéniabie pour leur territoire et souhaite s'engager auprès des acteurs et porteurs de projets. Ces habitants ont une double casquette et sont extrêmement importants pour la bonne réception des projets. Ils font en quelque sorte une première passerelle entre les décideurs et ceux qui vivent concrètement les projets. Ce sont souvent des personnalités influentes dans le territoire, auprès des habitants, et elles ont donc la possibilité de porter une parole habitante dans les instances politiques par exemple et de transmettre en retour des informations aux collectifs d'habitants. Une fois de plus, cette famille d'habitants engagés est loin de représenter la majorité de la population et ce sont souvent des personnes qui sont engagées dans de nombreux domaines, ce qui fait que leur point de vue se retrouve en différents lieux de la vie socio-spatial du territoire. Ils vivent et se servent des mouvements du territoire comme de tremplins sociaux dans une réciprocité d'intérêt avec le territoire en lui-même. C'est-à-dire qu'il n'y a pas forcément une recherche exclusive d'élévation personnelle - bien que ce soit parfois le cas - mais plutôt d'alimentation réciproque entre ce qu'ils peuvent apporter aux habitants et au territoire et ce que leur engagement peut leur apporter socialement en parallèle.

«ON TRAVAILLAIT À 4 OU 5 ENFIN LES HABITANTS, C'ÉTAIT TOUS DES HABITANTS, DANS LEURS LOGEMENTS POUR REFAIRE LEUR LOGEMENT COLLECTIVEMENT» LOÏC

Accompagner le mouvement

Le pendant, c'est ce qui n'est ni avant ni après. C'est ce moment incertain, où tout se joue et tout peut arriver. Difficile à comprendre et sûrement effrayant par notre incapacité à le définir clairement, c'est l'oublié - volontaire - de la pensée urbaine. Quand il s'agit de territoire peut-être plus encore lorsqu'il est habité, la prise en compte du pendant, est au cœur de la réussite des projets urbains. Dans le cadre des GPU, il semble indispensable d'observer, d'éprouver, d'analyser, de comprendre cette temporalité active, pour accompagner les évolutions et les mouvements qui se jouent sur le territoire. *Le pendant, c'est le temps en tension entre commencement et fin, avant et après, voulu et vécu ...*

Les premiers acteurs du pendant ce sont évidemment les habitants et les populations qui vivent sur ce territoire en mouvement. C'est donc assez évident que les premières initiatives d'accompagnement de ces mouvements aient été initiées par les habitants eux-mêmes. Nous avons donné l'exemple de l'ABD pour les Dervallières, mais nous pourrions aussi citer Bellevue 2000 sur le quartier de Bellevue. Dans les deux cas, ces associations portées par des habitants, contribuent à rendre la vie et le quotidien du territoire plus adapté pour les populations. Elles trouvent leur genèse dans le besoin individuel et collectif d'un accompagnement technique, matériel et/ou social lors des GPU dans un premier temps. Puis elles s'inscrivent dans le temps et leurs actions évoluent avec les besoins du territoire. La mise en place d'un accompagnement des populations dans le cadre des GPU, est principalement à l'initiative de groupe d'habitants qui se constituent sous la forme associative, bien qu'il existe également une forme d'accompagnement à l'échelle individuelle, par de l'entraide entre habitants. Ces premières actions d'accompagnement sont petit à petit, complétées par des dispositifs institutionnalisés: installation des bailleurs au sein du quartier et mise en place des équipes de quartier. Ces changements importants dans la conscience de l'évolution du territoire, viennent avec l'instauration du volet social dans la Politique de la Ville, qui revoit le rapport Etat/local et la nécessité pour les institutions, de mettre en place une politique de proximité.

A la frontière parfois très nette entre acteurs internes et externes aux grands-ensembles, se joue un travail fin de médiation. D'abord en complément distinct, puis associées aux actions habitantes, les équipes de quartier, jouent un rôle d'intermédiaires faisant le lien entre acteurs internes et externes. Ce rôle est garant d'un bon équilibre du territoire et participe à la mise en place d'une co-construction de celui-ci. A la différence des acteurs internes au territoire, qui eux ont une connaissance fine de sa réalité, les acteurs externes, détiennent un savoir technique de sa gestion et de sa planification (informations techniques, phasages, financements...). Ils ont la capacité d'avoir une plus grande maîtrise des événements à venir, ce qui les place souvent dans une position hiérarchiquement supérieure à ceux qui vivent sur le territoire et qui sont pourtant autant experts de celui-ci. Ce déséquilibre peut être amorti par la communication et l'échange entre les parties. Dans un premier temps, cela permet aux mouvements qui auront lieu, d'être mieux reçus par les habitants, qui pourront prévoir comment s'y adapter, ainsi qu'à ceux à venir. Ce travail d'échange est une clé pour

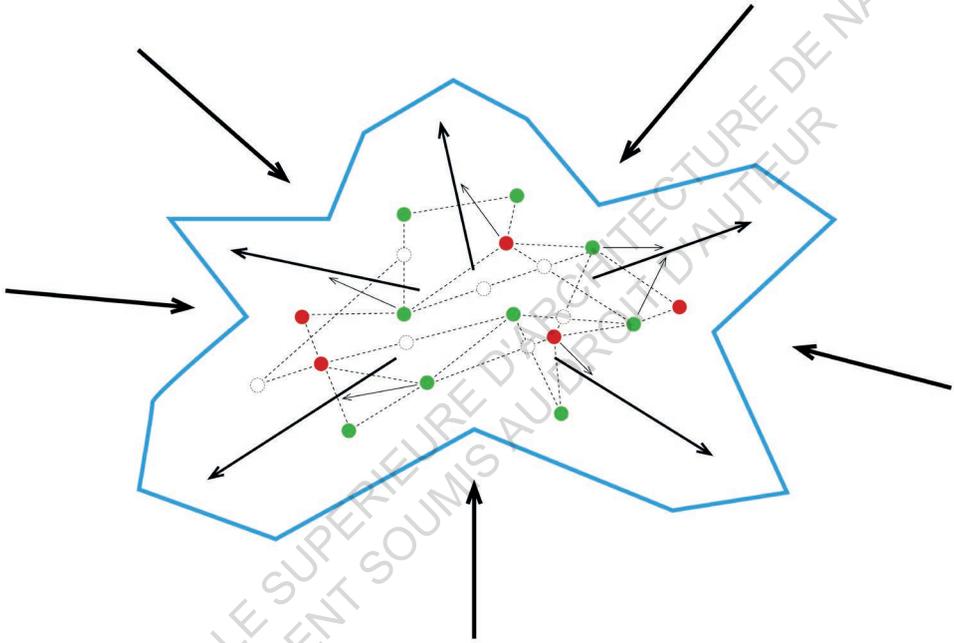
(4) Nantes, *Petite et grande fabrique urbaine*, Collection de la ville en train de se faire, direction de Laurent Devisme, Parenthèses, 2009, pp.200-206

le maintien de la stabilité dans le territoire. C'est pourquoi *la posture d'accompagnateur* du mouvement est très importante et s'est vu développée au fur et à mesure des GPU. Cependant, petit à petit, les équipes de quartier ont été déchargées du lien avec le volet spatial, ce qui rend leur travail moins impactant à l'échelle des projets. (4)

L'objectif initial des équipes de quartier était de faire le lien «descendant» mais aussi «montant», c'est-à-dire, de transmettre autant la parole des institutions aux habitants que la réciproque. Aujourd'hui, la parole habitante remonte mais le pouvoir des équipes de quartier est faible sur les décisions spatiales. Ainsi, leur travail se focalise plus sur la mise en fonctionnement des dispositifs livrés qui découlent des GPU, ou l'aide à l'adaptation des populations face aux interventions en cours. L'intention initiale de co-construction s'essouffle et il s'agit plus aujourd'hui d'assurer la bonne réception des opérations livrées et d'accompagner la transformation - forcée -. Bien que les équipes de quartier s'investissent au quotidien auprès des institutions comme des habitants, si les réglementations qui régissent les GPU ne leur donnent pas un pouvoir plus important d'action, leur travail tend vers le simple fait d'amoinrir les désagréments, dans une relation presque à sens unique qui risque d'étouffer le dispositif. (5)

La posture d'accompagnateur, s'illustre par une médiation passive; de transmission d'informations. En étant les interlocuteurs privilégiés des habitants, par leur proximité bien qu'il puisse y avoir une forme de méfiance si les habitants ressentent une forme de non réponse des institutions, les accompagnateurs portent le rôle de relais de la parole habitante. En contre partie, ils ont également la charge de transmettre les informations des projets et doivent de ce fait, faire un travail de traduction et de gestion du flux d'informations à transmettre. En effet, la sur-information peut être aussi anxiogène pour la population, que l'absence d'information, il est donc nécessaire de savoir en réguler le flux. La médiation prend également une forme active, qui se traduit par des actions sur le territoire, directement au contact des habitants. Il s'agit de répondre à une forme d'urgence que génèrent parfois les projets urbains (bruits, accès, stress, ...) ou de veiller au quotidien à l'équilibre social du territoire (médiateur de quartier).

(5) A partir de janvier 2022, tous les services de quartier vont être mutualisés dans le but d'en faciliter l'accès aux populations habitantes.



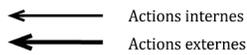
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Schéma global des postures

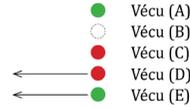


Territoire

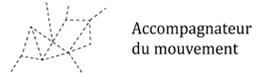
Postures voulues



Postures vécues



Postures accompagnées



2

MOUVEMENTS



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



On a souvent tendance à étudier ce qu'il y a de plus évident de prime-abord. Ce qui a conduit à une littérature exhaustive et majoritairement portée sur les classiques «grandes questions» des quartiers de grands-ensembles que sont la pauvreté, l'insécurité, la ghettoïsation etc... Tous comme les études et peut-être aussi parce que les études portent sur ces sujets, les grands projets urbains ont une forte tendance à traiter de ces mêmes notions. Soucieux d'agir sur les problèmes les plus voyants et régler définitivement «le mal des banlieues», on voit de grands moyens se déployer et transformer durablement et brutalement des territoires déjà fragiles.

Pourtant, cette approche basée sur la globalisation et l'universalisation des problématiques, invisibilise la réalité du territoire. La tentative de résolution de ces problématiques à l'échelle globale, tend probablement à dérégler encore plus l'équilibre fragile qui tente de se mettre en place. En effet, ce que l'on observe à l'échelle du territoire sans entrer dans la réalité quotidienne de celui-ci, ce sont les résultantes d'un mécanisme complexe. C'est la somme de mouvements ayant eu lieu à toutes les échelles du territoire depuis celle de l'individu et que l'on observe alors, à grande échelle. Il est illusoire de considérer à l'identique, l'entière des territoires présentant des caractères similaires. Car même si la comparaison est un outil intéressant, elle ne peut s'extraire de la réalité du contexte du territoire étudié. A l'heure actuelle, la comparaison est un moyen de projection et d'écriture des scénarios dans la phase d'étude et expertise des GPU. Cette méthode qui met en discussion deux territoires parfois sans véritable similitude hormis les volontés de gestion et d'aménagement portées par les institutions, constitue une source importante de désordre potentiel - s'il n'y a pas de prise de recul -, bien qu'elle soit un moyen intéressant de mettre en dialogue différents acteurs du projet urbain.

Le quartier comme un tout ?

Entre l'échelle trop globale du quartier, que l'on a l'habitude d'appréhender dans les projets urbains, et celle de l'individu, on trouve un intermédiaire, celle du *sous-quartier*.⁽¹⁾ Cette échelle assez peu envisagée est pourtant décisive dans la vie et l'organisation du territoire. On entend de plus en plus souvent parler de micro-quartiers dans les documents des municipalités, ce qui est à différencier des sous-

(1) L'Habiter, un impensé de la politique de la ville, Barbara Allen et Michel Bonetti, L'aube, 2018, p.50 - les auteurs évoquent la question du sous-quartier comme échelles d'études.

quartiers. En effet, le micro-quartier est une nouvelle fois perçu comme une entité isolée pouvant fonctionner seule ou avec son environnement en s'y additionnant. Ce sont dans les faits, les mêmes mécanismes de mise en projet qui s'applique à l'échelle du quartier mais à une échelle plus réduite. Les problématiques, "d'autarcisation" et de globalisation peuvent en être d'autant plus exacerbées.

Les sous-quartiers, c'est l'échelle réelle du vécu dans le quartier, celle où les liens les plus forts se tissent et où les impacts des transformations sont les plus forts. Les sous-quartiers sont de dimensions et de densité variables. Ils ont une organisation similaire à celle du quartier, à la différence que tous les liens qui s'y tissent sont beaucoup plus tendus que ceux qui se jouent à l'échelle du territoire. Dans ces sous-quartiers, les habitants ont de plus fortes connexions entre eux et entretiennent des relations plus régulières parfois même exclusives, cela étant valable autant spatialement que socialement. Les sous-quartiers peuvent donner l'impression de fonctionner comme des entités à part entière mais c'est leur mise en réseau qu'il fait le quartier.

Lorsque l'on regarde les mouvements du territoire à cette échelle, on observe qu'ils se propagent de proche en proche et lorsqu'ils ont une faible puissance, ils n'ont qu'un infime impact sur le quartier. Suite aux mouvements, des variations peuvent cependant apparaître dans l'organisation globale du territoire, mais de manière très localisée dans un premier temps. Il semble que si le mouvement initial n'est pas très important, il n'ait pas le temps de se propager et donc pas ou très peu d'impact, au-delà du lieu d'intervention. Les mouvements qui ont un fort impact sont relativement ponctuels, mais ce sont eux qui modifient durablement le territoire. Plus le mouvement implique d'acteurs et plus sa répercussion à l'échelle supérieure est notable -en mettant en mouvement l'entièreté d'un sous-quartier par exemple-. Les mouvements peuvent être générés par la transformation d'un espace ou d'un bâti mais également par le changement des relations entretenues entre les personnes qui vivent le territoire, entre-elles et/ou avec le territoire lui-même.

Ces dynamiques dessinent le quartier avec des vitesses de transformation variables, en fonction des différents sous-quartiers qui le compose. Certains sous-quartiers varient plus rapidement que d'autres, les temporalités qui régissent chacun d'entre eux n'étant pas

les mêmes. Le mouvement global est lent et c'est la raison pour laquelle, les changements perceptibles du territoire ne s'observent que sur une temporalité longue et lui donne cette apparente immobilité. C'est aussi pourquoi, les problématiques que l'on perçoit à l'heure actuelle ne peuvent pas être dissociées de leur historique, car elles sont issues d'une histoire cumulative. D'après ces observations, il semble indispensable d'avoir une connaissance fine de ce qui compose le territoire, spatialement, socialement et historiquement, pour pouvoir l'appréhender dans son mouvement. Cette observation est partagée par les institutions et s'inscrit dans les documents explicatifs et réglementaires de la Politique de la Ville. La véritable difficulté, et c'est ce qui fait encore aujourd'hui que certains projets échouent à leurs objectifs, c'est que la mise en place de cette compréhension du territoire se heurte aux processus complexes des GPU, à la démultiplication des acteurs et au télescopage des temporalités d'action.

«“TENIR LES DÉLAIS” S'EN DÉTACHE COMME L'ÉLÉMENT
MARQUANT D'UNE QUÊTE DE MAÎTRISE DU COURS DES
OPÉRATIONS.» (2)

Faire l'inventaire du mouvement

Au regard des différentes postures qui ont été évoquées dans la partie précédente, nous allons voir leur application concrète sur le territoire et tenter de décrypter les caractéristiques intrinsèques des mouvements que cela produit.

Que des projets urbains s'y développent ou non, les quartiers de grands-ensembles, comme tout autre territoire - d'autant plus lorsqu'ils sont habités - se transforment à chaque instant, indépendamment de toutes actions extérieures. On peut dire, qu'ils sont autonomes dans leur mutation et ne nécessitent pas l'intervention d'un acteur extérieur à leur fonctionnement, pour se transformer. Cependant, les mutations qui se produisent dans leur organisation propre, ne sont pas forcément en adéquation avec les volontés et attentes des municipalités, en terme de gestion du territoire. Que les mouvements soient créés par les populations qui habitent le territoire ou des acteurs extérieurs, ceux-ci semblent se définir au travers de 4 caractéristiques majeures : l'intensité, la répétitivité, la temporalité et l'étendue (échelle d'intervention).

(2) Nantes, *Petite et grande fabrique urbaine*, Collection de la ville en train de se faire, direction de Laurent Devisme, Parenthèses, 2009, p.201

Catégorisation des mouvements répertoriés sur les quartiers Bellevue et Dervallières

PERTURBATIONS

ADAPATIONS

	<i>I</i>	<i>R</i>	<i>T</i>	<i>E</i>
Communication visuelle	<i>f</i>	<i>R</i>	<i>M</i>	<i>Q</i>
Médiation descendante	<i>f</i>	<i>R</i>	<i>M</i>	<i>Q</i>
Conseils citoyens	<i>f</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>Q</i>
Interventions d'élus	<i>f</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>SQ</i>
Enquêtes préliminaires	<i>f</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>Q</i>
Interventions artistiques	<i>f</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>LS</i>
Déplacement des politiques	<i>f</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>LS</i>
Démolition	<i>F</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>SQ</i>
Construction neuve d'un équipement	<i>F</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>SQ</i>
Construction neuve immeuble de logements	<i>F</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>SQ</i>
Inaugurations	<i>F</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>SQ</i>
Réaménagement de l'espace public	<i>F</i>	<i>P</i>	<i>L</i>	<i>SQ</i>
La rénovation d'équipements et services publics	<i>F</i>	<i>P</i>	<i>L</i>	<i>SQ</i>
Réhabilitations	<i>F</i>	<i>R</i>	<i>M</i>	<i>LH</i>
Relogements	<i>F</i>	<i>R</i>	<i>L</i>	<i>LS</i>
Interventions policières	<i>F</i>	<i>R</i>	<i>M</i>	<i>LS</i>
Médiation montante de quartier	<i>f</i>	<i>R</i>	<i>M</i>	<i>SQ</i>
Investissement et appropriation	<i>C</i>	<i>R</i>	<i>M</i>	<i>Variable</i>
Rejet et dégradation	<i>C</i>	<i>P</i>	<i>M</i>	<i>SQ</i>
Création d'une tension	<i>C</i>	<i>P</i>	<i>L</i>	<i>SQ</i>
Création de moments de mise en commun	<i>C</i>	<i>P</i>	<i>L</i>	<i>Q</i>
Création de lieux de vie et d'échange	<i>C</i>	<i>P</i>	<i>M</i>	<i>SQ</i>
Réponse aux besoins essentiels	<i>F</i>	<i>R</i>	<i>M</i>	<i>Q</i>
Action pour la qualité de vie	<i>C</i>	<i>R</i>	<i>L</i>	<i>Q</i>
Refus de relogement	<i>F</i>	<i>C</i>	<i>M</i>	<i>LH</i>
Freinage des opérations	<i>F</i>	<i>P</i>	<i>M</i>	<i>Variable</i>
Gardiennage	<i>F</i>	<i>C</i>	<i>L</i>	<i>LH</i>
Dégradations volontaires	<i>F</i>	<i>R</i>	<i>M</i>	<i>LS</i>
Déménagements	<i>F</i>	<i>P</i>	<i>C</i>	<i>V</i>

***I* = Intensité**

f = faible

F = Forte

C = Croissant

***R* = Répétitivité**

P = Ponctuel

R = Répété

C = Constante

***T* = Temporalité**

L = Longue

C = Courte

I = Interrompue

M = Multiple

***E* = Echelle d'intervention**

V = Ville

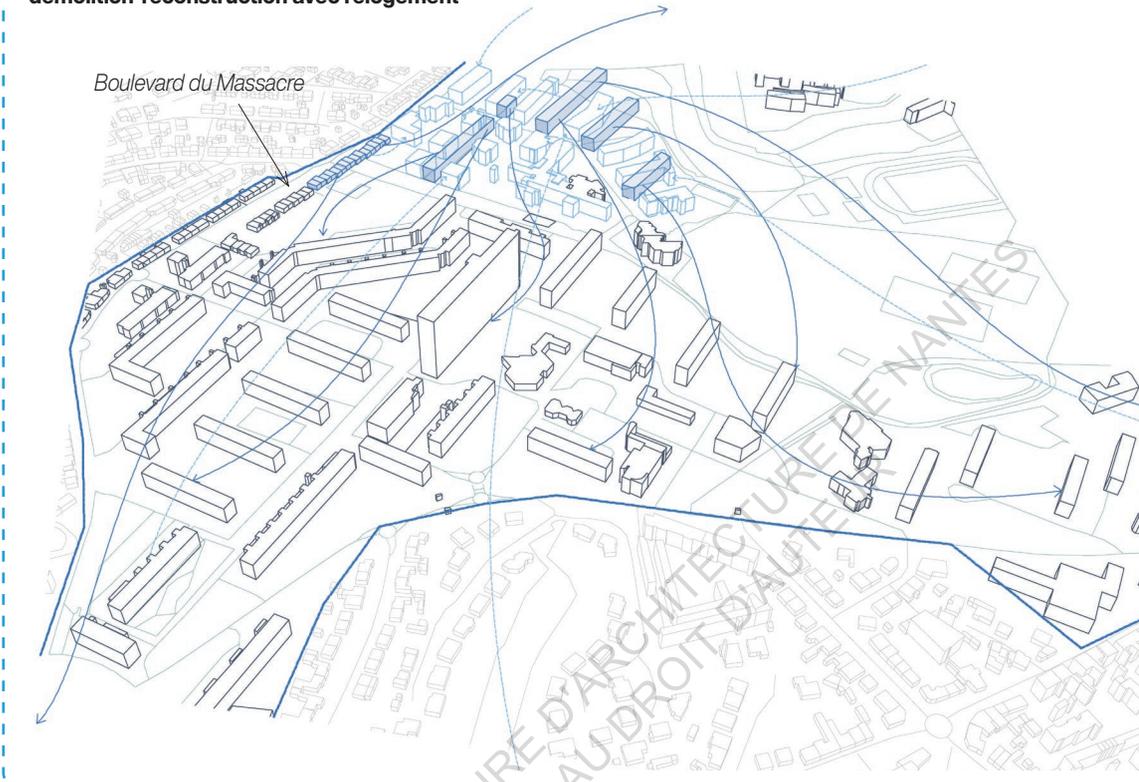
Q = Quartier

SQ = Sous-Quartier

LS = Lieux spécifiques

LH = Lieux Habitation

Exemple de mouvements générés par une opération de démolition-reconstruction avec relogement



Démolition-reconstruction aux Dervallières

Dans la première phase du projet de rénovation des Dervallières, la partie nord ouest a subi une suite de grandes démolitions. Le secteur devait être ouvert pour faire rentrer une nouvelle offre de logements et d'activités dans le quartier. Les opérations de démolitions ont débuté en 2001/2002 et la majorité des démolitions se sont terminées en 2012. La phase de reconstruction s'est étendue sur plus de dix ans avec la livraison du dernier bâtiment en 2020. Cette opération a transformé le paysage du quartier durant 20 ans, conduisant les habitants à se déplacer sur le territoire et à repenser leur manière de l'occuper, notamment par les relogements et les fermetures successives des accès au boulevard du Massacre.

Des mouvements qui viennent de l'extérieur

On retrouve sur le territoire un certain nombre de mouvements, qui peuvent venir d'acteurs internes ou externes au territoire. Les mouvements générés par des acteurs internes viennent perturber le fonctionnement en place du territoire, on peut donc les caractériser de *Perturbations*.

Lors des projets de rénovation urbaine, on observe deux principales méthodes mises en œuvre par les institutions pour transformer le territoire. La mutation du territoire peut advenir par la multiplication d'actions à la petite échelle, aboutissant à un changement de l'organisation du territoire, dans sa forme et dans ses usages. Cette méthode implique une temporalité longue et un grand nombre d'actions dont la cible n'est pas toujours la même. La multiplication des cibles et des échelles d'actions rend la gestion des transformations difficile et ne peut assurer une réussite certaine des transformations engagées.

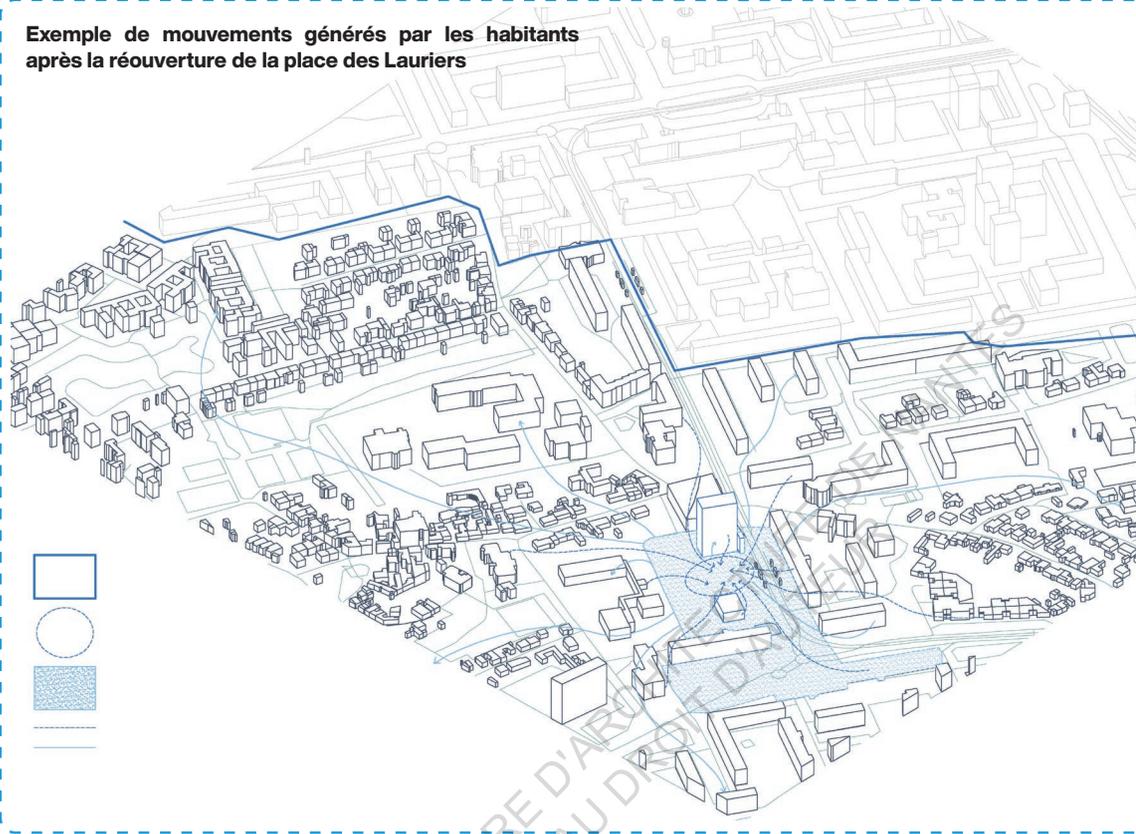
« LES GRANDS PROJETS SONT L'OCCASION DE «FRAPPER UN GRAND COUP» DANS DES LIEUX CHOISIS POUR «PROVOQUER LES CHANCES NÉCESSAIRES». » (3)

La deuxième méthode d'action que l'on peut observer, est la mise en place d'une réorganisation du territoire par petites parties. En effet, le territoire — ici les grands-ensembles —, sur lequel agissent les projets de rénovation urbaine, n'est pas une seule et même entité. Il se compose de sous-quartiers au cœur desquels les interactions entre les différents acteurs qui y vivent sont d'autant plus fortes. Dans le cas d'opérations localisées dans une zone restreinte du quartier, les relations qui préexistent entre les personnes et les lieux seront modifiées, transformant le territoire localement, ainsi que le quartier par ruissellement.. Cependant, les changements engagés par cette méthode ont un impact très rapide, si ce n'est immédiat, pouvant causer un certain nombre de problèmes de réadaptation à la nouvelle organisation du territoire.

(Pour un inventaire des perturbations voir en annexe p.114)

(3) Cahier de L'IAURIF, N°146

Exemple de mouvements générés par les habitants après la réouverture de la place des Lauriers



Ré-appropriation de la place des Lauriers à Bellevue

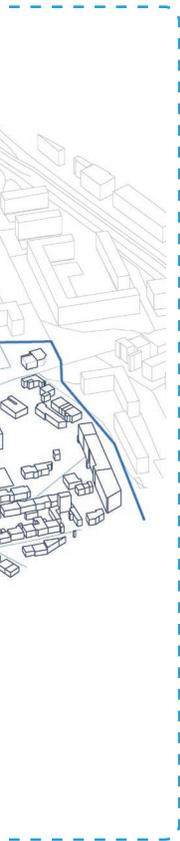
Dans le cadre du Grand-Bellevue, la place des Lauriers a été réhabilitée à la suite de la démolition de la barre du Doubs en 2020. La place est restée inaccessible pendant deux ans, alors qu'elle fait figure de centralité pour une partie du quartier Bellevue. A sa réouverture, les associations du quartier et les habitants ont réintroduit leurs usages sur la place. Même dans son état actuel, d'urbanisme transitoire, elle reprend une place de centralité, étendant son influence de la Bernadière au Jamet. Elle catalyse les initiatives habitantes et associatives pour améliorer la vie de la population du quartier, on compte à proximité, OCEAN et la Boutik', Reg'art, Rapi, la maison des habitants. Des marchés solidaires y ont été mis en place durant les plus fortes périodes de la crise sanitaire.

Des mouvements qui viennent de l'intérieur

En réponse aux perturbations vécues, et pour retrouver une certaine stabilité, les personnes qui habitent le territoire, mettent en place des actions. Caractérisées par une échelle très locale et sectorisée, et une dimension sociale exclusive, elles mettent en mouvement le territoire dans une but d'appropriation. Face à la répétition des interventions des GPU, dans des temporalités très longues et donc peu appréhendables qui génèrent de l'imprévu, un état d'inconfort voire d'insécurité peut s'installer chez les personnes vivant sur le territoire.

Celles-ci participent à leur tour au mouvement du quartier que ce soit par l'investissement et l'appropriation des nouveaux espaces créés avec le GPU ou bien par le rejet et les dégradations de ceux-ci. Les transformations du quartier n'ont pas seulement un impact sur l'environnement spatial des habitants, car le quartier est couvert par des liens et interactions qui sont plus de l'ordre du social. Ainsi, les mutations spatiales redistribuent également ces liens, ce qui amènent les personnes vivant sur le territoire à constituer de nouveaux réseaux et donc de nouveaux mouvements.

(Pour un inventaire des adaptations voir en annexe p.115)



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DAUPHINOIS

3

EFFETS

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DE L'AUTEUR





Mettre de l'ordre

Depuis 2019, l'Etat a engagé officiellement sa «reconquête républicaine» des quartiers prioritaires. Police de proximité, travail social mais aussi projets urbains concourent pour un même objectif, rétablir «l'Ordre républicain», celui qui ne fait pas de vague et qui ferait de ces quartiers «mal aimés», des quartiers «comme les autres» ... Remettre en ordre, ramener l'ordre, de quel ordre parle-t-on ?

Il y a un ordre établi au sein même de la pensée du projet, c'est l'ordre que l'on pourrait appelé voulu. Le premier maillon de cet **ordre voulu**, est l'Ordre public plus souvent appelé en France «Ordre républicain». C'est celui qui est censé régner sur la nation, sur l'entièreté du territoire national. Il désigne selon la définition de l'Etat français, l'ensemble des règles obligatoires qui permettent la vie en société et l'organisation de la nation, et stipule que sans ces règles édictées dans l'intérêt général, les sociétés humaines ne sauraient survivre. L'ordre public couvre des notions générales comme la sécurité, la morale, la salubrité, la tranquillité, la paix publique. Garanti par l'État, l'ordre public est du ressort de la police administrative. En France, le maintien et le rétablissement de l'ordre public relèvent du ministère de l'Intérieur, il est de ce fait appliqué par la Police nationale et la Gendarmerie nationale. Dans les faits, c'est aussi, un ordre qui trouve ses règles dans les documents d'urbanisme et de planification, mais également dans les médias et dans les discours politiques, en somme dans les us et coutumes. Il est important de rappeler que l'approche «républicaine» de l'ordre public est caractéristique de la France, et s'inscrit dans la continuité avec l'instauration d'une école républicaine obligatoire, qui vise à éduquer les masses à voter pour un régime politique républicain. Cet «ordre républicain» est donc orienté et gouverné par le pouvoir en place, donc en évolution conjointe avec celui-ci.

Les institutions souhaitent que «l'ordre républicain» règle le quotidien des quartiers dits «à problèmes», par le biais notamment, de projets urbains et socioculturels qui participent à sa mise en place au sein des quartiers. Cet ordre voulu vise - en théorie -, à faire des quartiers de grands-ensembles, des quartiers comme les autres. En faisant régner le même ordre que sur le reste du territoire, les porteurs de projets espèrent les intégrer dans le tissu urbain pour faire disparaître les distinctions qui existent. Cependant, dans le contexte actuel de défiance

généralisée envers les institutions et l'État, - d'autant plus dans les Grands-Ensembles- cet ordre semble culturellement problématique, socialement inatteignable. Il semble que le processus mis en place pour l'atteindre soit fortement inadapté au contexte des grands-ensembles.

«*“MAINTIEN DE L'ORDRE”, LA POLICE EST LÀ, DANS LE QUARTIER,
POUR MAINTENIR L'ORDRE DU QUARTIER, AVEC SES HABITANTS
QUI SONT LES MIEUX PLACÉS POUR EN DÉFINIR AVEC ELLE
LES CONTOURS ET CONTRIBUER À SON MAINTIEN OU SA
RESTAURATION.» (1)*

L'ordre voulu, ne repose pas que sur «l'ordre républicain» comme outil -heureusement car il n'y aurait visiblement pas grande évolution sinon-. Il se concentre également sur une échelle locale et tente d'uniformiser les territoires, par la mixité sociale, l'aménagement et l'offre égalitaire d'un cadre de vie confortable. Basé sur l'égalité plutôt que l'équité, le traitement mis en place dans les grands ensembles, peut parfois être déconnecté de la réalité du terrain. Cependant, travailler sur l'équité du traitement du territoire représente un certain coût d'étude et une influence forte sur le déroulé des GPU - tel qu'il est actuellement -. On peut noter une évolution dans ce sens, bien qu'elle s'exprime pour l'instant assez peu à l'échelle du territoire. Quoi qu'il en soit, les projets urbains ont également comme visée de répondre aux problématiques sociales et de gestion du territoire. Cependant, la capacité de l'urbanisme dans la résolution des problématiques sociales est très discutée et les grands-ensembles sont un bel exemple de la complexité de cette question.

Faire son ordre

Donner un ordre c'est définir une finalité. Pourtant, les territoires, - quels qu'ils soient -, s'organisent et mobilisent déjà leur énergie dans la direction vers laquelle ils tendent naturellement, en s'auto-régulant pour conserver cette visée. C'est ce qu'on pourrait appeler l'ordre naturel du territoire. *L'ordre vécu* se divise en deux formes, qui découlent de l'origine de sa création. La première, que l'on pourrait nommer ordre naturel, c'est la base nécessaire pour que le

(1) «Espace public et sécurité», *Problèmes politiques et Sociaux n°930*, Documentation Française, nov 2006

territoire fonctionne et ne devienne pas une zone de non-droit où la vie en société est impossible. En quelque sorte, c'est une base nécessaire à la stabilité de toute personne vivant sur ce territoire. Et un second que l'on pourrait nommer, ordre acquis. Celui-ci est issu de l'évolution de l'ordre naturel du fait d'événements ayant eu une influence sur lui. Qu'il réponde plus à une forme acquise ou naturelle, l'ordre vécu est nécessaire à toute construction durable.

L'ordre naturel, c'est ce vers quoi tend naturellement le territoire, car c'est la garantie d'une stabilité, propice à l'évolution des éléments qui composent ce territoire. Conçu par les populations qui vivent le territoire, consciemment ou non. C'est un ordre qui permet au quartier de fonctionner avec le moins de désordre et la plus grande stabilité. C'est l'ordre qui fait qu'un habitier puisse se constituer et que chacun puisse trouver une place dans son environnement proche ou lointain. Il permet aux actions habitantes de prendre forme et de s'ancrer, et au quartier de se constituer une identité et par cette occasion, aux habitants d'en faire de même. L'ordre naturel permet aux habitants d'avoir confiance en leur environnement et en l'avenir car il laisse le temps pour se construire et agir consciemment. C'est aussi cet ordre, qui permet de conserver une certaine stabilité dans le quartier lorsque des opérations viennent bouleverser une partie de l'organisation globale de celui-ci. Cependant, l'ordre qui s'instaure naturellement dans les quartiers de grands-ensembles, n'est par forcément en phase avec le reste du territoire métropolitain. Etant donné, que ce sont des zones qui fonctionnent souvent de façon presque autonome en regard du tissu urbain, le risque d'un fonctionnement singulier, totalement déconnecté du reste de la ville est très important.

«**RÉGULATIONS PAR LE BAS**», SPONTANÉES OU SUSCITÉES, PLUS
OU MOINS ORGANISÉES.» (2)

L'ordre acquis, c'est ce vers quoi tend le territoire en mouvement, afin de garantir sa stabilité, lorsqu'il est sujet à des mouvements imposés par des acteurs extérieurs. Cet ordre découle des différents mouvements qui se jouent sur le territoire. Lorsque sont définis des objectifs hors de cette direction naturelle il est de fait difficile de pouvoir les atteindre sans causer de lourds traumatismes, ou de tendre vers l'agonie du territoire. En effet, lorsque l'on attribue une finalité déterminée à l'avance, le

(2) *ibid*, p7

territoire peut fonctionner comme un circuit fermé et s'essouffler sur lui-même. C'est une situation de désordre perpétuel, qui le rend sujet à une décadence certaine. C'est pourquoi il semble que le rôle des équipes de quartier soit indispensable dans le bon fonctionnement des GPU. Elles font le lien entre intérieur et extérieur et permettent au quartier de ne pas tourner sur lui-même. Elles apportent «une respiration» autant pour les institutions que pour les populations concernées par l'instauration de cet ordre voulu. Action, réaction et rétro-action (cette dernière que nous verrons par la suite). Souvent, l'ordre acquis tend dans une certaine mesure vers l'ordre voulu, étant donné qu'il se développe en réponse à des mouvements qui portent dans leur conception les intentions d'un ordre voulu. Lorsque ces intentions sont en adéquation avec le contexte réel du territoire, cet ordre acquis participe autant à la stabilisation du quartier en son propre sein que à son intégration durable dans le territoire métropolitain.

*«IL S'AGIT D'UNE "APPROPRIATION" PLUS SOUPLE PLUS COMPLEXE
AUSSI, ET PLUS IMPRÉVISIBLE PARCE QUE SANS CESSÉ À
RÉINVENTER: UN "ORDRE DU LIEU", NÉGOCIÉ EN SITUATION ENTRE
SES USAGERS, EN FONCTION DE LEURS PRATIQUES, DE LEURS
INTÉRÊTS.» (3)*

Là où, cette comparaison entre ordre voulu et vécu prend tout son sens, c'est dans l'interstice qui existe entre les deux. La pensée souvent unilatérale du «bon» ordre, principalement à l'initiative des élites est caractéristique d'un état centralisé qui peine à mettre en dialogue les différents acteurs de son territoire. La tendance à la généralisation, la recherche de l'universel pour «gagner du temps» ou «ne pas en perdre» à comprendre la réalité du territoire, sont des facteurs d'échecs dans la construction d'un territoire stable.

Qu'il soit perçu comme l'aveu d'un énième échec ou comme une phase de transition difficile, le désordre, est le redouté de tous grands projets urbains. Les médias et les politiques s'évertueront à minimiser son ampleur allant jusqu'à le travestir et l'ignorer. En vérité, il ne peut s'instaurer un ordre sans passer par une phase de désordre. C'est une étape nécessaire et obligatoire dans le processus. Le désordre, c'est la redistribution des liens qui étaient tissés jusqu'alors dans le territoire.

(3) *ibid*, p13

C'est l'étape majeure de la réorganisation d'un territoire. Il n'y a pas d'ordre sans désordre.

Un désordre temporaire ...

Le désordre lorsqu'il advient lors des GPU, bouleverse l'organisation existante du territoire; son ordre naturel. Les espaces, les usages, et les modes d'habiter sont transformés par des événements ponctuels ou/et répétés qui s'étalent sur des temporalités très longues.

Ce désordre, fait partie de la construction de la nouvelle forme du territoire, et bien qu'il s'échelonne sur une vaste temporalité, il revête un caractère *temporaire*. C'est ce caractère qui contribue grandement à ce qu'un tel désordre soit accepté par la population qui vit sur le territoire. Certains habitants ne verront peut-être jamais la «finalité» de ce à quoi ils ont participé, et ne bénéficieront donc pas de ses apports. Cependant, la dimension temporaire est un levier important pour l'acceptation de contraintes, parfois très fortes, qu'engagent les GPU. Pour la population qui habite le territoire, la vue plus ou moins proche d'une amélioration de sa qualité et de son cadre de vie, ainsi que la perception d'une plus-value en devenir, sont des facteurs qui favorisent une posture positive face à la réorganisation de leur territoire. La perspective d'un futur plus stable temporelise la défiance qui pourrait advenir au sein du territoire. Le maintien en haleine de la population fait partie du processus et les institutions qui travaillent au remodelage du territoire prêtent une attention à ce que la population continue de percevoir une finalité qui les intéresse afin de garantir le bon déroulement des interventions. C'est pourquoi, il est important pour les GPU, de fonctionner par phasage, et de ponctuer le temps long -très long- du réaménagement territorial, par des inaugurations qui jouent le rôle de vitrine et réactivent la confiance des populations qui vivent ce territoire en mouvement. Elles acceptent cette période d'instabilité dans le but d'acquiescer, sur le long terme, une meilleure stabilité. C'est un investissement de longue durée qui se fonde sur une confiance mutuelle entre les acteurs des GPU et la population qui habite le territoire.

Mais cette relation est fragile, car la défiance envers les institutions est grande dans les quartiers de grands-ensembles. Les moindres faux-pas peuvent vite devenir problématiques dans la bonne entente. Quand le temporaire, prend des faux-airs de pérennité, la défiance grandit et le

désordre institué par les GPU devient de moins en moins tolérable. La temporalité longue de certains projets et l'essoufflement des arguments permettant aux institutions de faire patienter les habitants rendent le désordre inacceptable. Le territoire se réorganise dans une forme instable, qui n'est pas propice à l'évolution et la construction sociale et individuelle des populations qui l'habitent. L'ordre acquis du territoire ayant été bouleversé, les repères créés par et pour les habitants, ne sont plus garants d'un stabilité. Les GPU sont pensés comme un plan global de réorganisation du territoire, visant à répondre à ses besoins -normalement en tout cas-. Les interventions sont réalisées par phase car la temporalité dépasse les vingt ans en général. Cependant, dans un tel processus, si une phase s'éternise, c'est tout le mécanisme qui perd son sens. Le fonctionnement vers lequel tend le projet global peut être tout à fait adapté et pertinent pour le territoire sur lequel il est mis en place, mais s'il s'arrête en chemin, il risque de produire plus de problèmes que d'en résoudre.

... Aux allures durables

Quand une situation d'instabilité tend à se pérenniser, s'installe dans le quartier une atmosphère de défiance envers les institutions. Celles-ci auront donc plus de mal à faire «consensus». La défiance habitante prend le pas sur les promesses du grand projet et le quartier se réorganise en dehors des objectifs des institutions. C'est ce type de situation qui participe grandement à l'installation d'une organisation du quartier en déconnexion avec le reste de la ville. Car se joue alors dans ce territoire, une confrontation entre deux perceptions contradictoires de l'ordre, un ordre voulu porté par des acteurs qui voient l'ordre vécu comme illégitime ou inadapté aux orientations métropolitaine de gestion du territoire. Et un ordre vécu porté par des populations qui peine à trouver une stabilité et qui voient d'un mauvais œil, les troubles que vont apporter les GPU. Cette situation d'opposition peut conduire à un perpétuel recommencement entre un désordre et un ordre inacceptable pour les institutions. C'est ce que l'on pourrait caractériser de *désordre durable*.

Le quartier se réorganise sans cesse, ponctué sans relâche et sur des dizaine d'années par des interventions, ne lui laissant pas le temps de retrouver une certaine stabilité. Le risque d'une telle situation est

l'épuisement des populations qui y vivent mais également l'essoufflement du territoire lui-même. Il est indispensable de permettre au territoire et aux personnes qui l'habitent, d'avoir des périodes de ré-stabilisation, afin qu'ils puissent s'adapter à nouveau aux changements à venir. Lorsqu'un ordre naturel ou acquis ne peut plus régner, et que l'ordre voulu, n'est plus tolérable par les populations, le territoire rentre dans un état de désordre constant et cours à sa perte. Lorsque le désordre est grand et se pérennise, les mécanismes du «plus fort» se remettent en place, et contribuent à l'exclusion et la marginalisation des certaines populations, ainsi que du quartier au sein de la ville. C'est la situation la plus problématique, pour les institutions et pour le bon déroulement des opérations à venir mais surtout pour les populations habitantes, qui n'ont plus la possibilité de se construire sur un territoire stable. De plus, le désordre durable peut aussi être une impression de désordre qui dure sur le temps long. Relayé par la presse, les médias et les discours politiques, l'image d'un désordre caractéristique de certains quartiers, étayent cette perception de désordre durable, qu'il le soit dans les faits ou non. La réputation et l'image jouent un rôle très important dans l'appréciation d'un ordre ou désordre sur le territoire.

La rétroaction au service de l'apprentissage

Le principe de rétro-action est une notion développée dans le cadre de l'étude des systèmes. Il s'agit d'un mécanisme de feed-back, effectué par le système en regard de l'action qu'il vient de mener. Ce mécanisme a pour but de réduire l'incertitude générée par les actions de l'environnement que subit le système. Le système transmet à son centre de contrôle, une information définissant - plus ou moins bien -, les effets du processus. Le centre de contrôle analyse les données et les stocke en mémoire, afin de pouvoir agir différemment la prochaine fois qu'il rencontrera une situation similaire. Le but d'un système étant d'atteindre puis garder un état stable, celui-ci, apprend en analysant et mémorisant les processus d'action/réaction qui se jouent.

Le rôle de *la rétro-action* (4) est donc d'assurer la stabilité. Dans le cadre des grands-ensembles, on a vu que la question de la stabilité est le point pivot de tous les mécanismes mis en place - entre autres par les habitants -, pour pouvoir construire un habiter et se construire en tant que personne. Ce principe de rétroaction est autant un avantage

(4) *Théorie générale des systèmes*, Ludwig von Bertalanffy, dunod, 1993

qu'un inconvénient pour les acteurs des transformations. Si la réponse des populations pratiquant le territoire, est en accord avec l'action initiatrice, il y a de fortes chances qu'à terme son objectif vienne à être atteint. Par contre, si la réaction de ces populations est en contradiction avec les objectifs des transformations, il y a de fortes chances pour qu'un ou plusieurs sujets se voient constamment refusés par la suite.

Au cœur du principe de rétroaction se trouve l'élément crucial du processus : *l'apprentissage*. Lorsque des faits ont tendance à se répéter et que la population s'y trouve souvent confrontée, on peut observer la mise en place d'un apprentissage, soit de comportements permettant de prévenir la situation, soit de comportements permettant de la provoquer ou simplement de la comprendre. Cet apprentissage découle d'une forme de mémoire cumulative, portée par les populations qui vivent sur le territoire. Les acquis se transmettent de génération en génération sans que cela ne soit fait consciemment. C'est dans les modes d'action sur et dans le territoire, la manière d'entretenir des relations et de construire son rapport aux autres, le vocabulaire qui est utilisé et la transmission subtile de l'histoire - cumulative - du quartier, que se transmettent ces acquis aux générations suivantes. L'apprentissage dans le cas des Grands-Ensembles sujets aux GPU, est un outil indispensable pour assurer une certaine stabilité pour les populations qui y vivent. En effet, il permet, au minimum, une prise de recul sur les mutations de l'environnement urbain, et au mieux, la constitution d'une approche singulière dans les modes d'habiter. Cette approche que nous allons développer dans la seconde partie, semble garantir dans une certaine mesure la stabilité nécessaire à la construction individuelle et collective.

Comme énoncé plus haut, le rôle majeur de la rétroaction est de garantir la stabilité du territoire. Lorsque celui-ci vient à être perturbé par de nouveaux mouvements, entraînant des changements dans son organisation, il rentre dans un état de désordre temporairement. Petit à petit, les populations sont confrontées aux effets de ces mouvements et acquièrent une sorte de corpus sur lequel elles sont en mesure de s'appuyer pour retrouver une forme de stabilité. Ce traitement de l'information est le point clé de la rétroaction. Cette nouvelle expérience acquise est mémorisée. Lorsqu'une situation similaire se présente à nouveau, le territoire - et ses populations - auront déjà en mémoire cette expérience passée, leur permettant de l'appréhender plus sereinement. Les habitants pourront ainsi conserver un environnement relativement

stable. Ce mécanisme de rétroaction est d'autant plus efficace qu'une même situation se présente à plusieurs reprises. L'inconvénient reste que, si la réaction mémorisée est contraire aux intentions projetées par les aménageurs, il risque d'y avoir une opposition durable aux propositions, et interventions venant d'acteurs extérieurs au quartier. Car une fois stabilisé, le rôle de la rétroaction est de conserver un état d'équilibre acquis en s'assurant de la faible variation du territoire. Les interventions ponctuelles et d'intensité importante ont tendance à déstabiliser fortement l'équilibre du territoire, la défiance des populations est donc plus grande, car elles doivent fournir un effort beaucoup plus important pour retrouver une stabilité dans leur territoire. A l'inverse, les interventions répétées, de faible ou moyenne intensité, ont tendance à être beaucoup mieux accueillies, car elles ne perturbent que peu la stabilité du territoire lors de leur réalisation, et s'inscrivent dans une mutation globale plus lente, à laquelle les populations ont le temps de s'adapter. Le fait que des opérations se répètent, entretient l'apprentissage par les populations des mécanismes à mettre en place lorsqu'elles sont confrontées une nouvelle fois à une situation similaire. Cela rentre dans le quotidien, et n'est plus - ou presque - mis en question.

Le principe de rétroaction peut aussi être, un outil d'action. En effet, comme il peut conduire au freinage voire à l'impossibilité de réalisation de certaines opérations, il est également capable de les amplifier. Dans l'expectative où les populations pratiquant le territoire, perçoivent une plus-value aux interventions des Grands Projets Urbains, le principe de rétroaction peut conduire à l'amplification d'une évolution. En déstabilisant temporairement l'organisation du territoire afin de le faire tendre vers un état qui semble plus stable, le principe de rétroaction contribue à la mutation de l'ordre qui régit le territoire. L'apprentissage et l'entrée dans le quotidien des effets et conséquences des interventions, constituent une base fondamentale pour que le changement s'inscrive sur la durée. C'est ce que nous avons vu dans les exemples de la partie 1.2, aboutissant à un ordre acquis.

Dans la situation inverse, où les populations verraient dans les projets, un risque de déstabilisation trop grand, le principe de rétro-action participe au freinage, voire à l'arrêt des interventions de plus en plus en amont du processus de conception. Les populations acquièrent un savoir par l'expérience et savent de ce fait, quand intervenir sur les opérations suivantes.



Atlas de la démolition de la barre de la Saône à Bellevue du 03/11/2019 au 28/03/2021

PARTIE II

HABITER LE MOUVEMENT, LA TRAVERSÉE DES ÉCHELLES

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

4 Territoire, porteur ou support ?

Habiter, c'est-à-dire ?

Les grands-ensembles, espace(s) habité(s) ?

De l'espace vécu à la construction d'un habitat

5 L'habiter adaptatif

Le lien social porteur du quartier

Investir le territoire

Le Quartier, construire une histoire
commune qui sécurise

S'ancrer pour se stabiliser

6 S'habiter

4

TERRITOIRE, PORTEUR OU SUPPORT ?



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Habiter, c'est-à-dire ?

La question de *l'habiter*, dans le contexte très spécifique de grands-ensembles en projet urbain, est au cœur de ce mémoire et des recherches menées sur les quartiers de Bellevue et des Dervallières à Nantes. La notion d'habiter est couverte par de nombreuses recherches et études notamment dans les domaines des sciences humaines. Cependant, les contextes d'études ne sont pas également répartis et certaines zones rurales ou urbaines, sont faiblement traitées dans ces recherches sur l'habiter. On observe malgré tout, un intérêt croissant pour ces questions au sein des nouveaux projet de rénovation urbaine, ce qui conduit à mener quelques études dans les grands-ensembles.

Pour parler d'habiter, il faut d'abord et avant tout le définir. Etant donné que plusieurs théories et approches existent sur le sujet, ce mémoire s'appuiera principalement sur deux d'entre elles et tâchera de les faire discuter afin d'en tirer des invariants sur lesquels baser le reste de la recherche. Il s'agira des approches de Barbara Allen et Michel Bonetti ainsi que celle de Lévinas et Serfaty. Ces deux approches bien que similaires en certains points, ne définissent pas l'habiter de la même manière, ce qui nous permettra d'ouvrir le champ des possible concernant les cas d'études sur lesquels porte ce mémoire.

Barbara Allen et Michel Bonetti définissent l'habiter comme le fait de *«pouvoir vivre dans un lieu qui accueille l'intime et l'ouverture à autrui, permette l'inscription de chacun dans une temporalité ouverte, ménage la possibilité d'une adaptation, d'une négociation d'un sens qui ressource et ouvre à des possibles.»* (1) Ils développent suite à trente ans d'études dans les quartiers d'habitat social, quatre grands principes de l'habiter:

1 - La protection, l'abri

S'appuyant sur la qualité protectrice de l'habitat, qui fait frontière et qui de cette manière, devient le lieu à l'intérieur duquel on se sent protégé, en sécurité. Ce premier point met en jeu l'opposition entre dedans et dehors, questionne la relation à l'environnement direct, aux différents niveaux de seuil et à la possibilité d'atteindre une certaine tranquillité.

2 - Le ressourcement, l'intimité

Le second point, c'est la capacité de l'habitat à laisser le choix des modes de présence aux autres. Choisir ce que l'on souhaite et peut communiquer

(1) *L'habiter, un impensé de la politique de la ville*, Barbara Allen et Michel Bonetti, L'aube, 2018, pp.34-40

aux autres, de la relation à soi même. Pouvoir choisir entre solitude et relation à l'autre. C'est également le lieu où la mémoire de soi peut être active, où l'on peut exprimer son intériorité.

«Elle (l'intimité) suppose donc un espace délimité et préservé, une mise à l'écart, une part secrète réservée à soi-même et à ceux qu'on appelle précisément les intimes, ou à ceux avec qui le partage est possible et autorisé. Elle nécessite l'existence d'une frontière, d'une ligne de séparation entre ce qui est montré et caché, voilable et dévoilable, visible, indicible, audible ou non.» (2)

3 - La relation avec d'autres et aux autres

La relation avec et aux autres ce n'est pas que la sociabilité. Cela intègre les capacités relationnelles et les compétences de relation à l'autre tel que l'ouverture, l'empathie, l'intérêt, la distance (conflictuelle ou rejetante), le refus, le rejet, l'indifférence, l'évitement, etc ...

Ce sont les relations avec d'autres connus, mais également le rapport aux autres indéterminés ainsi que la perception des autres (inconnus).

4 - La confiance et l'inscription dans une temporalité

La confiance en soi, en l'autre, en son environnement, se base sur la qualité de fondement de relations ou d'interactions qui permettent de construire son rapport aux situations présentes ou à venir. L'habiter doit permettre de s'inscrire dans une temporalité ouverte en lien avec le passé. «C'est la présence en soi du passé qui va permettre d'aborder des situations présentes de manière plus ou moins favorables.»

«LA TEMPORALITÉ EST AU CŒUR MÊME DE L'HABITER, AU SENS D'UN LIEU QUI ACCUEILLE LA PERSONNE AVEC SON HISTOIRE, AVEC CES AUTRES ABSENTS QU'ELLE PORTE EN ELLE, CES LIEUX PASSÉS DONT SON HABITAT ACTUEL VA RECUEILLIR LA TRACE, SES RÊVES ANCIENS, MAIS AUSSI D'UN LIEU QUI ACCUEILLE CE QU'ELLE EST AUJOURD'HUI, SES INVESTISSEMENTS, SES INTERACTIONS, SES ACTIVITÉS ET LA MANIÈRE DONT ELLE PEUT S'IMAGINER, SE PROJETER DANS UN APRÈS.» (2)

(2) *ibid*, p.39

Comme Allen et Bonetti, Serfaty et Lévinas, relèvent de leurs recherches des invariants, constitutifs selon eux, de l'habiter. Ils définissent alors l'habiter en trois points:

1 - L'instauration d'un dedans et d'un dehors

L'habitat doit avoir la capacité de différencier «ici» et «ailleurs», d'agir comme un filtre entre intérieur et l'extérieur. Un lieu qui permet le repli sur soi dans le sens d'une privatisation, de l'expression d'une intériorité. "les limites permettent d'opérer une séparation entre tension excentrique du monde extérieur et tranquillité «centrique» de la maison qui apparaît comme un refuge, un abri."

2 - La dualité entre visibilité et secret

L'habitat doit être un espace dynamique du visible et du caché. Qui permet de choisir ce que l'on montre et ce que l'on cache. Le jeu entre donner à voir, être vu et voir doit être possible, alors "L'habiter devient le lieu d'où on regarde le monde" (3)

3 - Le processus d'appropriation

Les lieux deviennent signifiants en raison des activités, travail, et attachement qu'ils contiennent. Serfaty met en évidence trois modes d'appropriation que sont, le contrôle, le marquage et la personnalisation. Il s'agit là de système d'emprise sur les lieux, entre possession et attachement qui informe sur la façon dont l'espace est vécu. Le processus d'appropriation doit être possible pour faire d'un lieu, le porteur d'un habiter.

«L'HABITER DEVIENT LE LIEU D'OU ON REGARDE LE MONDE» (3)

Bien que le choix de ces deux approches ait été fait pour constituer le support de ce mémoire, on peut noter que d'autres auteurs participent à la constitution d'un corpus sur l'habiter. On pourrait citer Thierry Pacquot, *«Finalement, habiter, c'est effectivement être parmi les choses, donner au monde son sens et en partager la teneur avec autrui, constituant ainsi l'être-ensemble qui est conjointement un être-avec et un être-parmi.»*, Sabine Vassart *«le chez-soi s'apparente à un espace où il est possible de devenir ou de redevenir soi, loin des rôles publics ou sociaux que nous assumons dans notre vie professionnelles.»* et Graumann *«Aménager permet de s'aménager, dans le sens de se construire, mais aussi de se ménager et de se transformer.»*

(3) *Le Chez-soi: habitat et intimité*, Perla Serfaty-Garzon, Dictionnaire critique de l'habitat et du logement, 2003

Au croisement des approches

Ce qui ressort de la discussion des approches de Barbara Allen et Michel Bonetti, ainsi qu'Emmanuel Lévinas et Perla Serfaty, sont les points suivants :

L'habiter ce serait de pouvoir vivre dans un lieu qui permet de se mettre à l'Abri, qui questionne l'ici et l'ailleurs, le dedans et le dehors, la frontière. Un lieu qui permet l'Intimité, de se rendre visible ou non, d'entretenir le secret, se replier sur soi, se construire ... Un lieu, qui ouvre aux autres et permet un rapport à Autrui, de voir et d'être vu, de se rencontrer. Un lieu qui permet de s'inscrire dans une Temporalité, en lien avec le passé comme ressource, et tourné vers le futur. Et enfin, un lieu qui permet les Appropriations et qui en porte les marques.

*«L'HOMME SE TIENT DANS LE MONDE À PARTIR D'UN DEDANS,
ET CE DEDANS SE CONSTRUIT PAR LA DOUBLE ACTION DE
L'ENVELOPPE QUI LUI EST DONNÉ (LE BÂTI) ET DE LA FAÇON DONT IL
VA POUVOIR LOGER SA PROPRE INTÉRIORITÉ.» (4)*

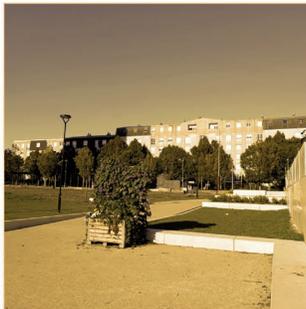
Les grands-ensembles, espace(s) habité(s)?

Quand il s'agit d'aborder le sujet des grands-ensembles pour les institutions, c'est souvent par la réglementation ou la gestion territoriale que cela se fait. La question de l'habiter est presque constamment exclue et ce que transmettent les documents réglementaires, ce sont surtout des préconisations à visée de gestion du territoire, du foncier et du stock immobilier. Les logements sociaux sont abordés par le prisme de l'obligation nationale et de leur distribution sur le territoire. La question du vécu dans les grands-ensembles n'est que très peu évoquée, et souvent par des moyens connexes, jamais de manière directe et contextualisée. Lorsque l'on s'intéresse aux documents d'urbanisme rédigés et conçus par les institutions étatiques, on s'aperçoit que la vision des acteurs du territoire est unilatérale. Les acteurs dont parlent ces documents en ce qui concerne les logements sociaux et les grands-ensembles sont exclusivement des acteurs financiers et/ou détenant des biens fonciers. Les habitants sont exclus de l'approche active dans les écrits bien que ce soit de moins en moins le cas dans les faits, et surtout à Nantes.

(4) *L'Habiter, un impensé de la politique de la ville*, Barbara Allen et Michel Bonetti, L'aube, 2018, p.32

Le territoire à l'échelle nationale, régionale, départementale et municipale est régi par des réglementations plus ou moins strictes et précises sur ce qui doit, ou peut être fait (PADD, PLUm, Charte d'Aménagement et de Gestion de l'espace public, NPNRU par l'ANRU). Ainsi, l'évolution urbaine des grands-ensembles est guidée par plusieurs documents auxquels doivent se référer les grands projets urbains. Dans ces documents réglementaires, les grands-ensembles sont considérés comme des territoires auxquels on attribue un certain nombre de caractéristiques communément admises (pauvreté, multiculturalisme, chômage, décrochage scolaire, deals, faible niveau de formation, famille nombreuses, monoparentale, etc...). Plus l'échelle de la réglementation est locale, plus les caractéristiques spécifiques de chaque site sont introduites dans les documents réglementaires, permettant de proposer des interventions ciblées et plus adaptées au contexte existant. Cependant, et c'est toute la dimension qui nous intéresse ici, bien que les réglementations métropolitaines s'attellent à représenter les territoires dans leurs singularités, elles les considèrent comme une totalité, un territoire global. Cela est en partie due à la nécessité de pouvoir établir une méthode d'intervention reproductible, limitant les dépenses administratives, logistiques et techniques.

Bien que de nouvelles approches émergent depuis quelques années, donnant une place plus importante à la parole citoyenne et donc à une approche plus précise de chaque situation. Dans les faits, les grands projets urbains conservent leur approche globalisante sur les quartiers. On observe donc un affinage de la compréhension de ces territoires singuliers mais un décalage toujours présent avec la réalité des interventions. On peut par exemple citer, le grand projet urbain du «Grand Bellevue», témoin idéal d'une considération volontairement globale du quartier et visant à en redéfinir clairement les contours. Mais on peut aussi l'entendre comme la compréhension d'une multiplicité d'échelles qui composent le quartier Bellevue. Ce «Grand Bellevue» serait alors comme un Méta-quartier, ce qui s'approche plus, on le verra par la suite, de la réalité du terrain.



Penser les espaces vécus

Dans les textes du PADD, lorsqu'il s'agit du parc social, celui-ci n'est évoqué que sous l'angle de stratégies territoriales et gestionnaires du stock de logements sociaux. Le point d'orgue est mis sur la diversification de l'offre de logement et le renforcement de l'attractivité des secteurs les plus défavorisés. L'approche du PADD est celle de la gestion territoriale, la place des habitants en temps que personnes n'y est pas représentée. Usagers et utilisateurs peuvent être cités mais seulement au travers de caractéristiques et non en temps qu'individus. On peut supposer que l'échelle nationale de ce règlement puisse être une raison à cette absence. Bien qu'il soit l'un des premiers maillons des projets sur le territoire, le PADD, n'inclut pas la question habitante et reste à distance de l'approche sociale du territoire, arborant une posture de gestionnaire et de technicien du territoire.

Lorsque l'on s'intéresse aux documents qui régissent le territoire sur la métropole nantaise, on trouve dans un premier temps, le PLUm dans lequel sont évoquées les intentions urbaines pour les zones UMB qui correspondent notamment aux grands-ensembles. Dans ces zones il est question de faciliter la conception des grands projets urbains porteurs de renouvellement des quartiers et des communes, ainsi que de favoriser un « urbanisme de projet » innovant dans les formes urbaines produites et dans les processus d'élaboration impliquant fortement les collectivités (parti-pris architectural, mutualisation, résidentialisation...).

Le PLUm reprend les intentions du PADD, et une nouvelle fois, la question principale est celle de la gestion d'un territoire et ici surtout d'un patrimoine. L'échelle plus locale de ce second document réglementaire, permet de mettre en avant la question du projet et de la transformation des quartiers de grands-ensembles. Cependant, il n'est toujours pas question des habitants, d'aucune façon que ce soit.

Sur la métropole nantaise, il existe une charte d'aménagement, notamment en ce qui concerne les espaces publics. L'approche de ce document est très différente des deux précédentes, du fait notamment qu'elle soit en rapport direct avec les réalités des terrains. En effet, elle fait la passerelle entre les intentions de gestion territoriale et les projets urbains avec le contexte réel des zones à transformer. Elle prend en compte trois fonctions dites essentielles des espaces publics la fonction identitaire, la fonction circulatoire, la fonction urbaine. Ce document

fait acte du lien entre territoire et habitants et s'appuie sur des études sociales de terrain, des retours d'expérience et des études technico-politiques.

«CE QUI REND SANS DOUTE LA SITUATION DES HOMMES DANS LES SOCIÉTÉS MÉTROPOLITAINES SI DIFFICILE AUJOURD'HUI, C'EST D'ÊTRE OBLIGÉ D'HABITER DANS UN ENVIRONNEMENT QUI A ÉTÉ PRÉVU ET EXPRESSÉMENT CONSTRUIT POUR LES BESOINS DE L'OCCUPATION.» (5)

Vivre les espaces pensés

L'existence des sous-quartiers, est une donnée importante du fonctionnement global du quartier. Les recherches d'uniformisation, dans un but «d'égalité», rendant les espaces homogènes sur l'entièreté d'un grand-ensemble sont des sources de conflits plus que d'entente et de cohésion. Chaque sous-quartier se considère en tant qu'entité propre et ne s'identifie pas forcément avec son voisin direct. L'uniformisation est la négation de ces identités différenciées et noie en quelque sorte, celle des habitants. Ce qui explique aussi pourquoi, des interventions ou expérimentations spatiales peuvent avoir des impacts différents si ce n'est contradictoires sur un même quartier. Comme soulevé quelques lignes plus haut, les besoins, les modes d'habiter et l'appropriation de chaque sous-quartier sont différents, alors la réception des interventions le sera aussi.

Il semblerait que les expérimentations et interventions qui s'inscrivent dans les sous-quartiers où le maillage social et les modes d'habiter sont les plus à même de s'y conjuguer aient une bonne intégration dans le quartier. Cela semble peut-être évident, cependant, dans les faits, les projets d'interventions qui sont nés de l'étude des besoins du quartier, ne s'implantent que rarement dans des contextes propices à leur intégration durable dans le quartier. Les projets prennent place sur des fonciers disponibles ou rendus disponibles (par la force des choses - démolitions-), ainsi une fois de plus, c'est souvent la contrainte économique qui dirige et définit l'implantation du projet. Pourtant, si l'on se réfère seulement aux études de terrain qui ont pu être menées dans le cadre de cette

(5) Une brève histoire des lignes, Tim Ingold, Zones Sensibles, 2011, p.135

recherche, il semblerait que la prise en compte de la contrainte sociale pour la bonne intégration d'un projet soit un des leviers majeurs pour les grands projets urbains.

On peut noter une légère nuance aux propos précédents, en précisant que certains faits sociaux sont pris en compte, notamment ceux liés à l'insécurité, occultant toute la diversité des liens sociaux qui soutendent pourtant le territoire spatial. Les effets de cette faible prise en compte du maillage social existant, dans le choix de l'emplacement des interventions conduisent également à des phénomènes socio-économiques importants qui se répercutent à l'échelle globale du quartier. Par exemple, à Bellevue, la mutation de la place des Lauriers a d'ores-et-déjà un fort impact de déclassement sur la place Mendes-France, les commerces et le prix du foncier sont touchés par le déplacement des trafics de drogue. L'un des objectifs de la mutation de la place des Lauriers était de l'ouvrir et de «faire disparaître» les points de deals qui s'y étaient installés, bien entendu ils n'ont pas disparu, ils se sont simplement déplacés au détriment des habitants de la place Mendes-France.

«PARCE QUE LA PLACE MENDES-FRANCE, C'EST UNE PLACE QU'ILS VONT RENOVER, NETTOYER... PARCE QUE MAINTENANT LES POINTS DE DEALS QU'IL Y AVAIT AVANT DANS CETTE PLACE (LAURIERS), ILS SE SONT RABATTU LA-BAS.» YOUSSEF

Un autre exemple, faisant acte des frontières invisibles mais bien présentes qui séparent les sous-quartiers les uns des autres, serait celui de la nouvelle maison de la santé qui est en train de se construire sur le boulevard Jean Moulin entre Lauriers et Jean Moulin. Les habitants de Mendes-France ne se sentent pas concernés par ce nouvelle équipement, qu'ils ne jugent pas être dans leur quartier.

De l'espace vécu à la construction d'un habitat

Le territoire est pensé et il est vécu, mais est-il habité? Si l'on reprend ce qui semble faire l'habiter dans ce que nous avons précédemment exploré, et que l'on observe au travers de ce prisme, les grands-ensembles, que se passe-t-il ?

Le dialogue entre les théories de l'habiter avait donné la définition suivante :

L'habiter ce serait de pouvoir vivre dans un lieu qui permet de se mettre à l'Abri, qui questionne l'ici et l'ailleurs, le dedans et le dehors, la frontière. Un lieu qui permet l'Intimité, de se rendre visible ou non, d'entretenir le secret, se replier sur soi, se construire ... Un lieu, qui ouvre aux autres et permet un rapport à Autrui, de voir et d'être vu, de se rencontrer. Un lieu qui permet de s'inscrire dans une Temporalité, en lien avec le passé comme ressource, et tourné vers le futur. Et enfin, un lieu qui permet les Appropriations et qui en porte les marques. Alors est-il possible de développer un habiter dans les grands-ensembles? Faut-il ouvrir le champs de ce que l'on appelle Habiter ou seulement en changer l'échelle ?

«QU'EST-CE QUI FAIT QU'UN ESPACE COLLECTIF EST UTILISÉ PAR LA COLLECTIVITÉ, QU'UN LIEU PUBLIC DEVIENT PUBLIC ?» (6)

Au travers de l'analyse des entretiens et des études menées sur le terrain, il s'agissait d'appréhender les cinq points qui semble composer l'habiter. La première recherche fut celle d'un *espace de mise à l'Abri, qui questionne l'ici et l'ailleurs*. A l'échelle du quartier comme il est souvent perçu depuis l'extérieur, c'est à dire comme un tout, cela semble réduire le dedans et le dehors qu'aux frontières mêmes du quartier, alors que dans les faits il n'en est pas ainsi. En effet, les habitants évoquent plusieurs échelles de territoires auxquels ils attribuent des frontières plus ou moins définies; le quartier, le sous quartier, l'immeuble, le logement... A ces échelles s'associent des niveaux différents d'appartenance et d'attachement.

«À BELLEVUE, À JEAN MOULIN QUOI...»

«BELLEVUE, C'EST UN PEU MENDES-FRANCE QUAND MÊME !»

«JE SUIS DE BELLEVUE, DE LAURIERS.»

«BELLEVUE, C'EST AUSSI JAMET MAIS ON OUBLIE DE LE DIRE.»

«IL Y À DERVALLIÈRES HAUT ET DERVALLIÈRES BAS»

L'habiter serait aussi de pouvoir disposer d'un lieu qui permet l'Intimité, se rendre visible ou non. Sur ce point, la grande proximité allant parfois

(6) *L'Habiter, un impensé de la politique de la ville*, Barbara Allen et Michel Bonetti, L'aube, 2018

jusqu'à la promiscuité, ainsi que la faible qualité acoustique des bâtis, semblent être des facteurs handicapants, à la construction et l'entretien d'une forme d'intimité et de secret. Il est coutume de dire que les murs ont des oreilles ou qu'ils sont en papier, que l'on regarde la télé avec son voisin ou que l'on peut savoir quelle paire de chaussures les voisins du dessus ont choisi ce matin... Les conditions de vie dans les grands-ensembles engagent les habitants à développer une autre perception de ce qu'est l'intimité et des espaces dans lesquels il est possible de la construire.

La notion d'intimité implique la présence des autres et l'habiter doit permettre selon la définition que l'on en a donné, de disposer d'*un lieu qui ouvre aux autres et permet un rapport à Autrui*. Lorsque l'on observe les grands-ensembles dans leur forme urbaine, on perçoit aisément l'existence de grands espaces publics, très ouverts et faiblement aménagés, dans lesquels il est tout à fait possible de se rencontrer, se retrouver, partager. Mais le rapport à autrui ne passe pas forcément par une exposition totale aux autres. Trouver un espace qui ne soit pas aux yeux de tous peut ne pas être chose facile, d'autant plus, que depuis quelques années, l'attention sécuritaire se traduit par une suppression progressive de tous les espaces qui ne disposent pas d'une accessibilité rapide ou d'une surveillance possible.

L'habiter serait aussi de disposer d'*un lieu qui permet de s'inscrire dans une temporalité*. La notion de temporalité inclut l'existence d'un passé, la projection d'un futur et le présent tel qu'il est en train de se vivre. Dans le contexte des grands-ensembles, les populations sont multiculturelles et de classes sociales différentes, elles se construisent donc avec des pratiques et parcours résidentiels très divers. La considération de ces modes d'habiter souvent non occidentaux est assez faible et ne permet pas toujours aux habitants de mobiliser leur expérience résidentielle. Cette entrave de fondement est un problème dans la construction de le habiter au quotidien et dans leur capacité à se projeter dans un futur. De plus, le mouvement constant du territoire perturbe le présent, et affaiblie la visibilité d'un futur.

Enfin, il s'agirait de disposer d'*un lieu qui permet les appropriations et qui en porte les marques*. L'appropriation prend là encore des formes diverses en fonctions de l'échelle à laquelle on s'intéresse. Légales ou illégales, les appropriations sont fédératrices ou rassurantes,

parfois inquiétantes mais dans tous les cas elles ont une grande importance dans la construction de l'habiter. Dans le contexte des grands-ensembles, l'espace public ne semble devoir porter aucune trace d'appropriation autre que celles préalablement imaginées ou tolérées par les aménageurs. Les trois modes d'appropriations évoqués par Serfaty (1999) que sont le contrôle, le marquage et la personnalisation, sont bel et bien employés dans les grands-ensembles. Cependant, les graff, tags, fresques, etc qui sont faits sont inlassablement effacés par les agents de la ville. Les aménagements de mobiliers dans l'espace public ou sur les balcons, initiés par des habitants sont réprimés ou punis. Alors que des interventions d'institutions tel que la mise en place d'une fresque sur la tour du Doubs à Bellevue, sans l'aval des habitants pose question sur le droit ou la possibilité de s'approprier l'espace vécu par les habitants.

Importance relative du spatial

On a vu que le dessin du territoire dans les grands ensembles est une question majoritairement traitée par les institutions. Les espaces et l'implantation des équipements, structures et habitations sont pensés en fonction de contraintes réglementaires, financières, foncières, politiques et de plus en plus, sécuritaires. Le territoire prend forme sur de grandes tables, parfois loin des quartiers en question et sous la forme de maquette, plan-masse, atlas photographiques et comptes rendus de concertations citoyennes. Les espaces, les usages hypothétiques et les modes d'habiter sont toujours pensés dans un certain souci de rationalité et de réintégration des grands-ensembles dans la ville. Mais ces espaces pensés, et vécus, sont habités. Et lorsque l'on met en application les caractéristiques de l'habiter tel qu'elles sont théorisées, on voit se dessiner des impossibilités structurelles au fonctionnement classique de l'habiter. Pourtant c'est indéniable, des gens habitent et se construisent en habitant les grands-ensembles. Alors quelle forme cela prend-t-il ?

«HIER, FACTEUR D'UNE PROMOTION SOCIALE FORTE, LE GRAND-ENSEMBLE EST AUJOURD'HUI VICTIME D'UNE PERTE DE SENS SOCIAL DANS LAQUELLE L'ARCHITECTURE N'A QU'UNE RÔLE ACCESSOIRE.» (7)

(7) J-F Laé, 1991

L'idée que l'architecture serait porteuse de sens, d'usages et d'intentions est partagée par une majorité d'acteurs des transformations urbaines. Elle aurait la capacité de transformer le paysage social en transformant le paysage spatial. Pourtant, au regard des recherches on devine rapidement que la spatialité tient un rôle assez faible dans l'élaboration de cet habiter. Elle agit comme un support plus ou moins interchangeable. Parce que trop souvent en mouvement, le territoire ne peut pas être considéré comme stable par les habitants, qui doivent donc trouver une stabilité autre part que dans la forme spatiale de celui-ci. En effet, construire son habiter dans un territoire en perpétuel mouvement c'est aussi prendre en compte la question du temps, et comment permettre à ceux qui vivent le territoire au quotidien de trouver la stabilité nécessaire à leur propre construction. Cette recherche de stabilité est l'origine même de cette forme d'habiter, que l'on pourrait appeler, *adaptive*.

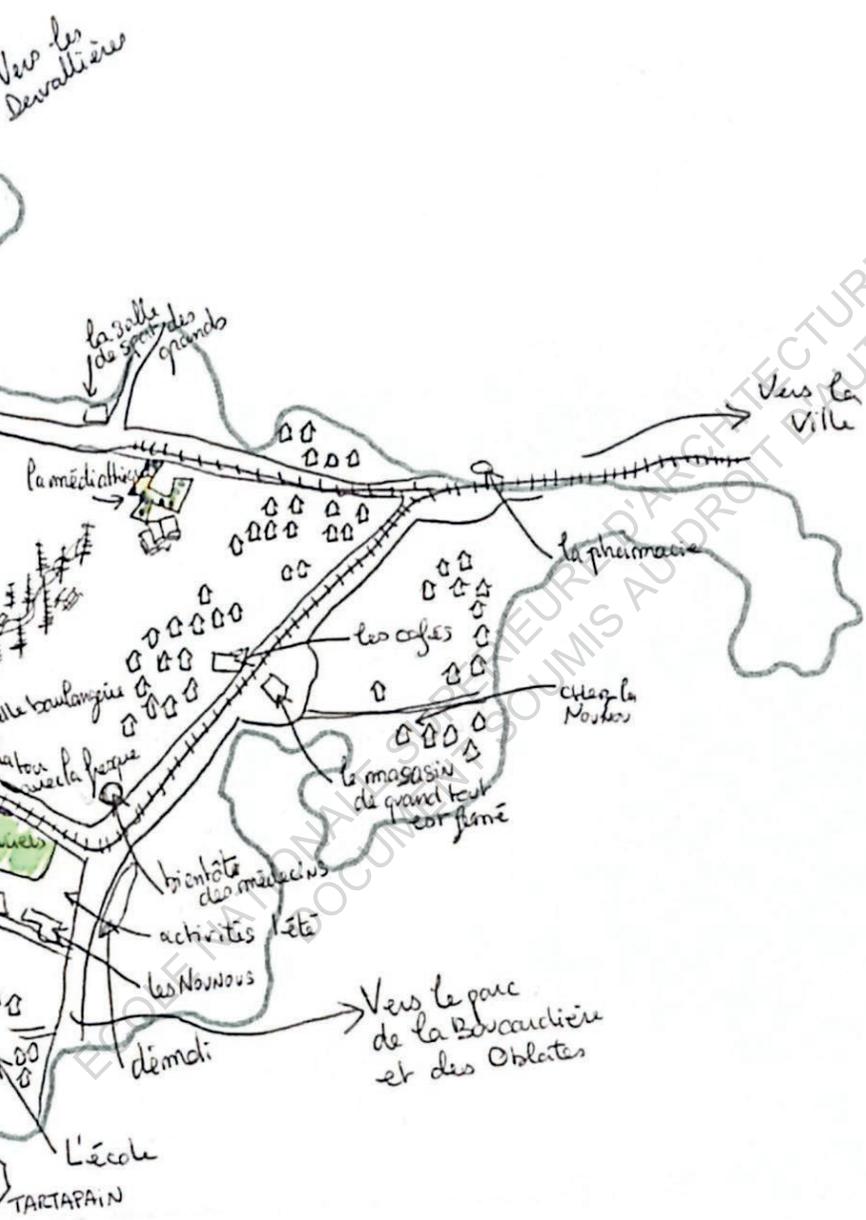
L'individu est en constante évolution avec son territoire, il doit amortir les perturbations afin de se garantir un contexte propice à sa projection dans le futur et à l'élaboration d'un mode de vie stable et équilibré. C'est pour cette raison que le territoire spatial ne peut être porteur de l'habiter. Il se présente alors en temps que composant passif de l'habiter, comme un support. C'est le lien social qui semble prendre le rôle d'élément structurant et stabilisateur de l'habiter. Comme une seconde couche du territoire, qui serait beaucoup plus constante, et dont les habitants connaîtraient le fonctionnement, sauraient en donner des limites et y seraient entièrement intégrés, dans sa construction comme dans son entretien. L'importance du spatial dans l'habiter des grands-ensembles, ne semble que relative dans sa construction et il semble qu'il faille chercher du côté du maillage social pour en trouver le fonctionnement.

« L'HABITATION NE SIGNIFIE PAS SELON MOI LE FAIT D'OCCUPER UN LIEU DANS UN MONDE PRÉDÉFINI POUR QUE LES POPULATIONS QUI ARRIVENT PUISSENT Y RÉSIDER. L'HABITANT EST PLUTÔT QUELQU'UN QUI, EN TRAÇANT UN CHEMIN DE VIE, CONTRIBUE À SON TISSAGE ET À SON MAILLAGE. MÊME SI CES LIGNES SONT GÉNÉRALEMENT SINUEUSES ET IRRÉGULIÈRES, LEUR ENTRECROISEMENT FORME UN TISSU UNI AUX LIENS SERRÉS.» (8)

(8) Une brève histoire des lignes, Tim Ingold, Zones Sensibles, 2011, p.108



Cartographie habitée du quartier des Dervallières (Damien, 22 ans, ancien habitant du quartier)



Cartographie habitée du quartier de Bellevue (Éden, 6 ans, habitant du quartier)

5

UN HABITER ADAPTATIF



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTOUR



Le lien social porteur du quartier

Le **lien social** est porteur du quartier dans la mesure où, sans lien social, le quartier n'existe pas. Le quartier n'est pas que territoire, forme et patrimoine, c'est aussi et surtout les personnes qui l'habitent, et les lignes de vie qu'elles dessinent.

Construits initialement en périphérie des villes, les grands-ensembles, devaient fonctionner de manière indépendante. Equipements, logements, services, devaient être mis en place pour répondre aux besoins des futurs habitants. Cependant, de nombreuses infrastructures n'ont pas vu le jour, laissant les habitants sans service et sans équipement, ou en trop faible proportion par rapport au nombre de personnes présentes. De l'autonomie recherchée à l'origine du programme des grands-ensembles, c'est face à une forme d'autarcie que sont finalement confrontés les ménages. Pensés dans une quête d'égalité entre les habitants et dans une approche standardisée de la construction, les grands-ensembles présentent historiquement une forte tendance à l'uniformisation, d'abord au sein du quartier, puis aujourd'hui au sein de la ville. Ce caractère impersonnel rend difficile l'appropriation et l'investissement dans le territoire.

Le lien social, devient un moyen de palier aux manques, et répondre à l'uniformisation induite par les formes urbaines. Le besoin de reconnaissance d'autrui, l'entre-aide et le partage sont à l'origine de la construction de ce lien social. Ce besoin de collectivité, qu'on entend aujourd'hui plus sous le nom de communautarisme, est en fait l'expression d'une nécessité au fonctionnement des grands-ensembles. Ce sont les connexions entretenues dans le quartier qui le font vivre et qui le maintiennent en équilibre. Alors, le lien social, devient le moyen d'exister dans un quartier où l'uniformisation est grande et à plus grande échelle, c'est le moyen d'exister dans la ville. Avoir une existence sociale, c'est être reconnu en tant que pair et par conséquent, être présent au monde. Les modes de vies et les existences des personnes vivant dans les grands-ensembles sont souvent blâmées ou décredibilisées, plaintes ou dramatisées, lorsqu'elles sont relatées. Cette perception erronée des faits a tendance à fragiliser la perception de soi chez les habitants. Le lien social qui se crée au sein du quartier est un moyen de contre-balancer et ainsi de permettre aux habitants de trouver une place dans la ville, une place qui les inscrit dans une histoire.

«BAH EN FAIT, S'IL N'Y A PAS DE RELATION, IL N'Y A PAS DE QUARTIER! C'EST CE QUE JE DISAIS, TOUT EST À L'ORIGINE DE GENS QUI ONT EU ENVIE QUE ÇA BOUGE! DONC S'IL N'Y AVAIT PAS EU CES GENS, LE QUARTIER IL SERAIT RESTÉ: "LES DERVALLIÈRES C'EST CARREFOUR!"» NADIA

On peut dire également, que le lien social, permet le bon fonctionnement du quartier car, il dédramatise la promiscuité générée par les choix urbains et architecturaux. En effet, en donnant à l'autre, une existence en tant que pair et non comme une menace potentielle, le lien social assure le lien entre l'espace et les individus qui l'habitent. Les lignes de vie de chacun s'entremêlent dans le quartier, et la reconnaissance de l'autre est possible en dehors du champ de l'intimité. Cette possibilité de rencontre avec l'autre rend la proximité plus tolérable, et le dialogue possible.

Dans les quartiers de grands-ensembles, l'élément qui génère le plus souvent du lien social dans un premier temps, est la réponse à un besoin partagé par un groupe. Dans ces conditions, se créent des associations qui répondent au dit besoin, mais qui avec le temps et l'évolution du quartier, diversifient leurs activités. Ce sont les associations qui sont le plus souvent à l'origine des événements forts dans la construction d'un lien social à l'échelle du quartier. Le lien social, c'est la construction d'un réseau. Un réseau d'échanges et de lignes de vie, qui créent ce qu'on pourrait appeler, *la vie de quartier*.

La vie de quartier est pour beaucoup d'habitants, la raison principale de leur attachement au territoire. Plus qu'aux formes ou la spatialité, c'est aux connexions que l'imaginaire et la mémoire s'accrochent. Ce qui explique pourquoi les changements drastiques du territoire spatial n'influent que peu sur l'appréciation et l'image qu'ils portent à leur quartier. La vie de quartier donne une identité propre au territoire jusqu'à le caractériser en tant qu'entité, à laquelle les habitants s'identifient. Ce lien qui les unit autour d'une même entité est réciproquement généré par le lien social et entretenu par celui-ci. La vie de quartier, pourrait en fait se définir comme un maillage des pratiques quotidiennes des individus indépendamment les uns des autres et en collectivité. Lorsque l'on interroge les habitants, ils mettent un point d'honneur sur l'importance du maillage social, qui à leurs yeux donne tout son sens à leur quartier.

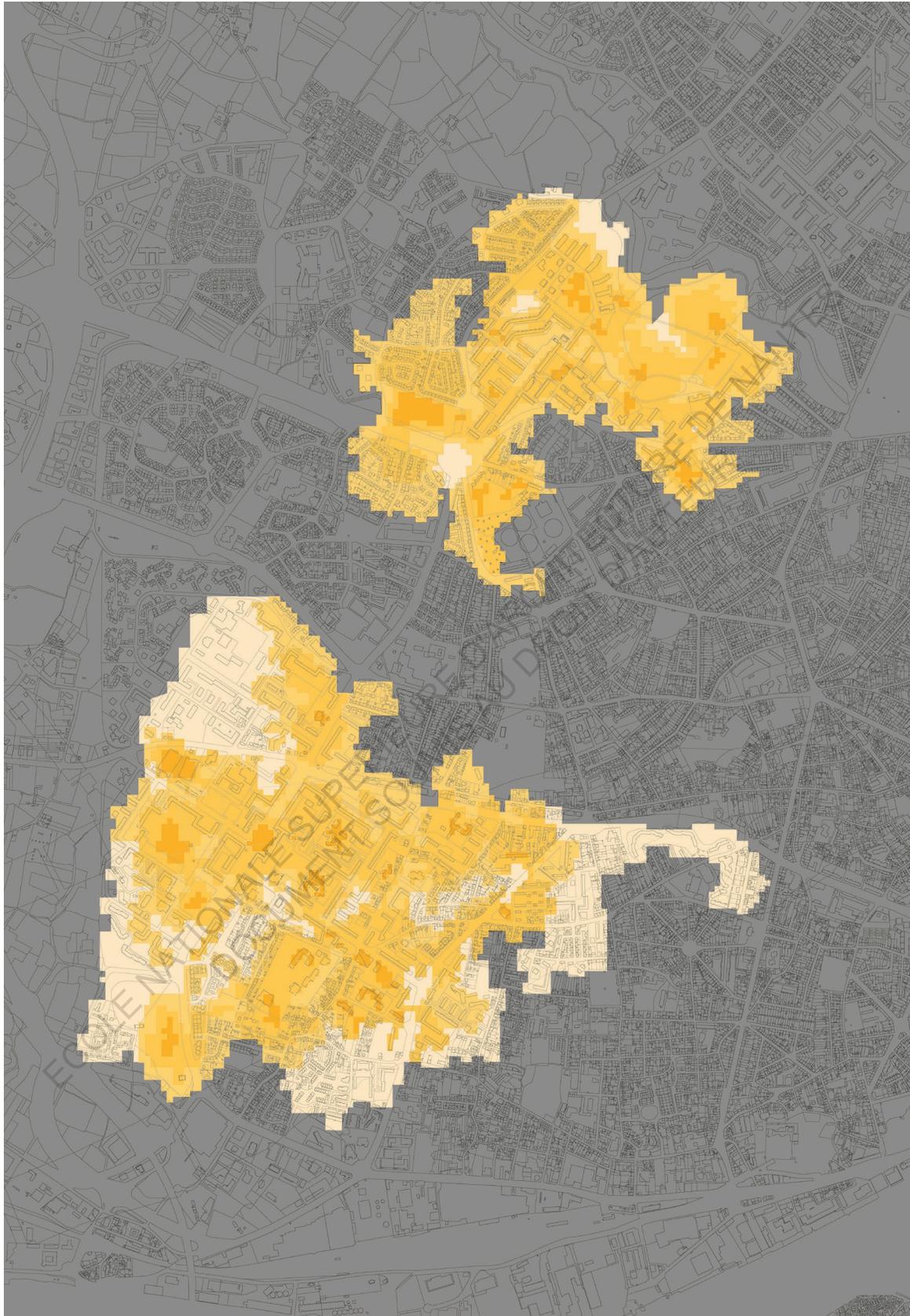
«ET C'EST VRAI, C'EST ÇA QUE LES GENS, QUAND ILS ARRIVENT, ILS DISENT QU'IL Y A QUELQUE CHOSE À DERVALLIÈRES, IL Y A QUELQUE CHOSE QU'ILS N'ARRIVENT PAS À... MÊME SI ON A DES PROBLÈMES, OU QUELQUE CHOSE ... MAIS C'EST LA PAIX DE L'INTÉRIEUR ! C'EST ÇA, C'EST QUELQUE CHOSE DE L'INTÉRIEUR!»

FARIDA

Investir le territoire

Le maillage social, c'est le moyen d'investir le territoire. Le territoire dans sa forme spatiale peut sembler difficile d'appropriation, en raison notamment de l'uniformisation, la démesure et la réglementation qui régissent les usages qui y sont tolérés. Les habitants dont il est souvent question de discréditer les pratiques, n'osent pas forcément, à l'échelle individuelle, laisser les marques de leur existence sur leur territoire. Soit parce qu'individuellement, ils n'en ont pas la capacité du fait de leur parcours de vie, ou parce que leurs tentatives précédentes n'ont pas été fructueuses. Pourtant, en habitant le territoire, ils en dessinent les lignes véritables, moins spatiales que sociales. Les pratiques du quotidien, qu'elles soient de l'ordre du besoin, du nécessaire ou du loisir, permettent aux habitants d'investir le territoire.

On peut différencier les usages du quotidien, rencontres et interactions nécessaires à la vie de chacun. Et les pratiques du quotidien, qui pourraient compter les rencontres et interactions voulues et recherchées. Cependant, l'investissement du territoire spatial en tant qu'individu est assez complexe car celui-ci est démesuré et hors temps. Le maillage social qui se superpose au territoire spatial, est donc une source d'accroche qui permet aux habitants de se fixer dans le territoire et de s'y investir. Ce maillage passe par la constitution de groupes, souvent sous la forme d'associations, de clubs ou de bandes. La formation de ces groupes est nécessaire à l'investissement de l'espace étant donné sa démesure et la difficulté qu'il présente, à se l'approprier. Investir un lieu pour en faire son habitat, passe aussi par la présence que l'on a dans ce lieu. Faire communauté, permet d'affirmer ou d'exprimer une présence dans



Carte de chaleur de l'investissement du territoire

l'espace public par le collectif. Grâce à cette reconnaissance possible, les pratiques de groupe acquièrent une légitimité d'existence et permettent la mise en place d'appropriations. Même si ces appropriations sont de l'ordre du collectif, elles sont portées par un groupe de personnes, qui individuellement s'y identifient. Ce qui permet une appropriation indirecte mais bien existante des lieux. Globalement, la possibilité d'être visible ou invisible dans l'espace semble dépendre de la présence en groupe ou en tant qu'individu seul.

Visible, invisible, présent, absent, le maillage social contribue à dessiner les limites du territoire de chacun. Chaque individu, définit par ses usages et pratiques, les limites de son véritable territoire, qui dépasse ou s'inscrit dans le territoire spatialement définit du quartier. Mais il semble qu'une nette majorité des habitants ressentent une même appartenance à l'entité quartier. Tous en développent parallèlement des images différentes de ses frontières spatiales. Il semble donc que la question de l'Ici et de l'Ailleurs, du dedans et du dehors, soit possible et se construise d'abord sur le territoire social puis s'exprime spatialement. En effet, les barrières ne sont pas tant spatiales mais découlent bien plus du maillage social. Durant les entretiens menés dans les quartiers d'études, on observe qu'il y a des barrières qui sont mises en place et qui font que certains habitants se mettent à distance d'espaces, par exemple, les Herblinois ne veulent pas aller à Nantes et inversement, quitte à délaisser des équipements et services à proximité. La frontière est donc sociale et liée aux usages et pratiques. On voit que, tout comme créer des interactions, le maillage social participe également à sa délimitation. Il régit et illustre l'investissement des individus sur le territoire. Il donne au territoire spatial, le sens nécessaire à son investissement.

«J'AVAIS ENVIE DE FAIRE PARTIE DE CE QUARTIER PARCE QUE J'Y VIVAIS! [...] ON A PAS ESSAYÉ DE S'EXCENSTRER FORCÉMENT. MÊME SI, C'EST CE QUE JE DISAIS, AU BOUT D'UN MOMENT, MOI JE TROUVE QU'ON A FAIT UN PEU LE TOUR AU NIVEAU DES GENS. DONC ON S'EST EXCENSTRÉ POUR CETTE RAISON.» NADIA

Élasticité des liens, la résilience habitante

Bien que les limites de territoire soient propres à chacun, se partage néanmoins une image globale du quartier qui est propre à tous. Le maillage qui se tisse sur le territoire prend appui sur des espaces par nécessité technique et fonctionnelle et non pas exclusivement pour leur qualités intrinsèques. Il arrive que des lieux remplissent des critères de services, comme un supermarché, un boucher, la poste, une banque, etc... Ces lieux rentrent dans le maillage pour l'usage que l'on peut y faire, ainsi, s'ils viennent à changer de locaux sans disparaître, cela ne perturbera que peu le maillage. Pour la plupart des pratiques, elles s'expriment et s'illustrent dans l'espace disponible ce qui conduit à un attachement relatif aux espaces. Face aux mouvements répétés du territoire, les habitants ont développé une grande capacité de résilience. Aujourd'hui définie comme la « *capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer correctement, à continuer à se projeter dans l'avenir, en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vies difficiles, de traumatismes souvent sévères* » (1). Cette résilience est possible grâce au maillage qui a la capacité de se distendre sans perdre ses qualités de stabilité. La richesse et la complexité du maillage, - plus il y a de lignes qui se croisent et plus il est déformable - donne la possibilité d'évolution au territoire tout en assurant la pérennité des usages et pratiques, et donc la stabilité nécessaire aux habitants pour se construire et construire leur habiter. Bien entendu, la résilience des habitants est limitée, et la prise en compte du maillage existant est une donnée importante des projets urbains, ce qui est de plus en plus pris en compte aujourd'hui dans les processus de transformation du territoire. Comme en témoigne la citations suivante, extraite de l'ouvrage *Urbanisme: la ville entre image et projet*, cette question du maillage social est connue de longue date, bien qu'elle n'ait finalement pas été tant que cela placée au cœur de la conception des projets urbains par la suite.

« AINSI, IL NE S'AGIRAIT PAS SEULEMENT DE QUALIFIER L'ESPACE POUR QU'IL SOIT OCCUPÉ, MAIS DE QUALIFIER D'ABORD DES LIENS SOCIAUX QUI TROUVERONT À OCCUPER L'ESPACE. » (2)

(1) Manciaux, 2001: 322

(2) La Rochelle lien social, lieux collectifs, Véronique Hah, *Urbanisme: la ville entre image et projet*, p.153

Le Quartier, construire une histoire commune qui sécurise

Comme nous venons de le voir, la vie de quartier est un élément fédérateur au quotidien, dans le territoire. L'entité Quartier qui en découle, unie les habitants des différentes parties du quartier derrière une seule et même entité. Cette appartenance globale se caractérise par une relation forte au nom du quartier (Bellevue, Dervallières, Malakoff, Breil, ...), que ce soit sous la forme d'un attachement ou d'une distanciation. Dans le cas de la distanciation, le Quartier produit malgré tout une forme de fédération, entre les individus qui ne souhaitent pas être considérés comme appartenant au quartier. La frontière entre le dedans et le dehors du quartier devient perceptible et il est donc possible de s'en exclure ou de s'y inscrire. Dans le cas de l'attachement, le Quartier représente l'élément auquel sont véritablement attachés les habitants. Ils alimentent la vie de quartier consciemment ou non en s'investissant dans le territoire et participent ainsi à la constitution et l'évolution du Quartier. Ils s'y identifient et se reconnaissent de cette manière dans leur territoire, par le biais de quelque chose qui leur ressemble et qu'ils ont contribué à dessiner. Fêtes, marchés, centre de loisirs, écoles, crèches associatives, associations, clubs de sports, médiathèques, ...

«EN PLUS LÀ PENDANT L'ÉTÉ, TOUT LE MONDE SORT, LES FAMILLES SORTENT ! ON FAIT DES PIQUE-NIQUES, ON MANGE, ON PARTAGE ! IL Y A DES FÊTES AVEC PLUSIEURS CULTURES ! C'EST ÇA AUSSI, C'EST QU'IL Y A PLUSIEURS CULTURES, ALORS ON PARTAGE LES FÊTES ! FINALEMENT, ON FÊTE PENDANT TOUTE L'ANNÉE ! ON ÉCHANGE BEAUCOUP BEAUCOUP !» FARDIA

Les pratiques du quotidien tissent les liens entre les individus et avec l'espace. La figure du Quartier sécurise dans la mesure où elle donne l'impression de quelque chose de stable et constant, que l'on peut citer, dont on peut parler et qui est connu. L'importance d'un mot qui rassemble, auquel il est possible de s'identifier, participe à donner une possibilité d'intégration dans la ville aux populations, en leur permettant de se situer. Les toponymes par leur capacité à rendre constant ce qui ne l'est pas, prennent une place importante dans le quotidien des grands-

ensembles. C'est pourquoi les tentatives de changements de noms commandées par les institutions, peine à fonctionner. "Grand Bellevue", ou "Place Michelle Palasse" pour citer les plus récents, n'ont que peu de chance d'aboutir à une adoption dans l'usage quotidien des habitants, car ils ne sont pas à l'origine des habitants et ne correspondent pas à une histoire du lieu, qui se serait écrite avec le temps et les usages.

*«JE SUIS COMME AVANT, LE DÉMÉNAGEMENT ÇA N'A PAS CHANGÉ
MES HABITUDES. MOI FINALEMENT C'EST COMME AVANT. SAUF
QUE J'HABITE UN NOUVEAU LOGEMENT. C'EST TOUT...» STÉPHANIE*

Mémoire(s) collective(s)

En plus de ce qui est et de ce qui se crée au quotidien, les liens qui fédèrent les habitants se construisent sur les mémoires collectives ou individuelles. Les mémoires ont une place importantes et parce qu'elles sont assez peu écrites, elles se transmettent comme un héritage du Quartier, de génération en génération. Transmises par les usages, les pratiques et lors des évènements de quartier, ces mémoires alimentent l'identification des habitants à une entité commune. Tous font partie d'une même histoire, qu'ils contribuent à alimenter. Ils s'inscrivent dans une filiation qui donne du sens à ce qu'ils vivent aujourd'hui et qui les fixent dans une temporalité connue et rassurante. Comprendre l'histoire du quartier, se l'approprier et pouvoir la transmettre à son tour, c'est aussi s'assurer la transmission d'un héritage qui affirme que l'on a fait partie d'une histoire commune, que l'on appartient à un groupe, à un territoire.

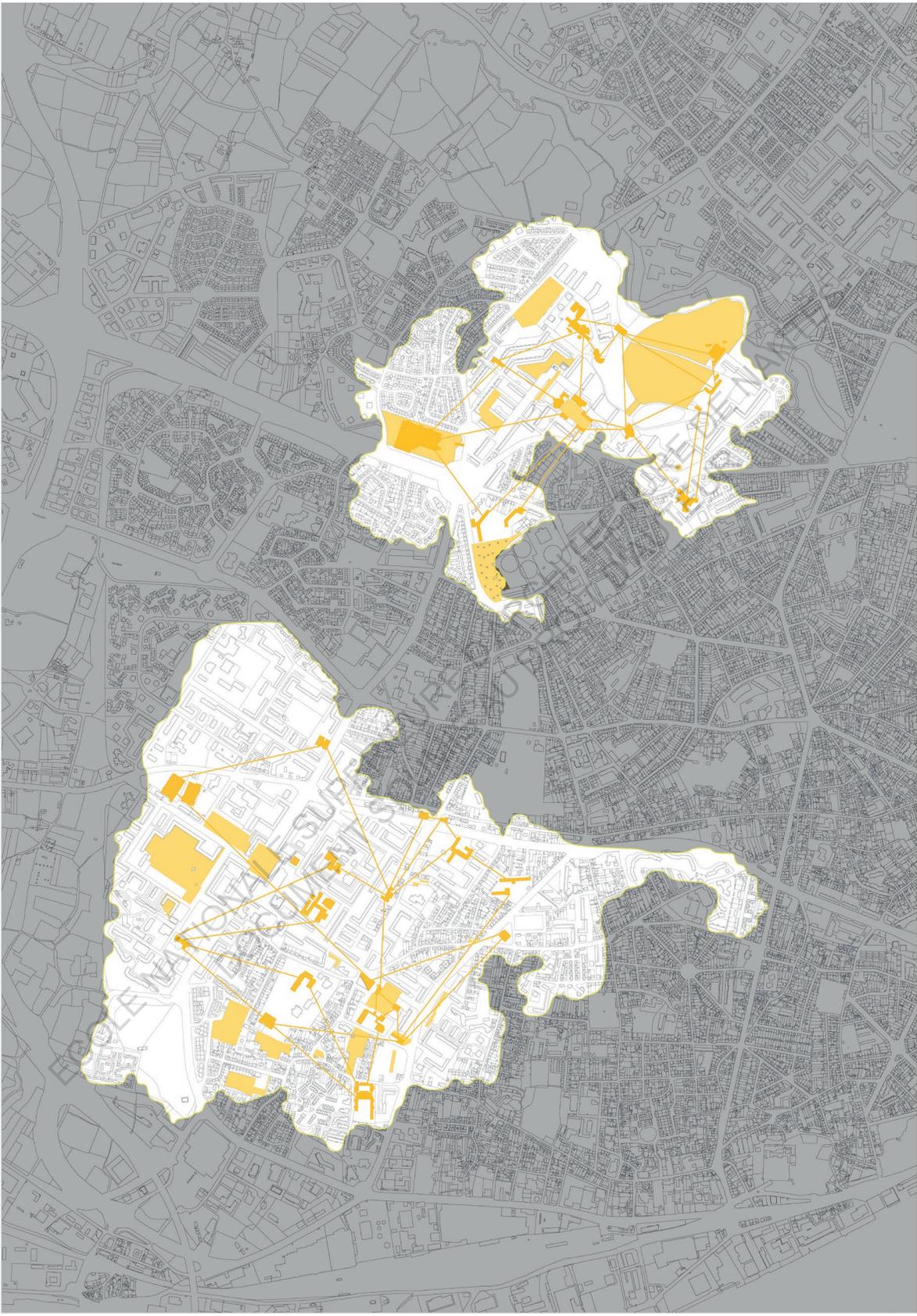
Comme dans l'histoire d'un pays, l'histoire d'un quartier comprend ses évènements fondateurs, ses figures phares, ses traumatismes et ses victoires. Le besoin d'unité que nous avons déjà évoqué est à l'origine d'une faible remise en cause de l'histoire, ce qui pourrait avoir tendance à la mystifier légèrement. Ce caractère quelque peu exagéré contribue à conforter la confiance en soi des habitants et la fierté associé au nom du quartier. La sensation d'appartenance à un Quartier en est d'autant plus forte, ce qui à tendance à envenimer les conflits entre quartiers, dont certaines parties de leur histoire sont liées. La transmission n'étant que bien souvent orale, l'histoire se synthétise petit à petit mais les figures

phares du quartier restent prégnantes à travers le temps, malgré tout. Souvent il s'agit de figures militantes qui ont joué un rôle clé pour la qualité de vie des habitants. Sous le nom et le visage d'une personne, se glisse le récit d'avancées notables qu'a vécu le quartier. Souvent, la personne qui fait figure n'était pas seule dans sa démarche mais pour simplifier, clarifier et fédérer, on attribue cette partie de l'histoire collective à une seule personne. Son nom détient un caractère rassurant et alimente la fierté des habitants à s'inscrire dans sa filiation. Il arrive que les figures phares d'un quartier ne soient pas des personnes mais des associations qui ont œuvré pour le quartier, pour, avec et parmi les habitants. Par exemple l'ABD aux Dervallières est une association dont le nom et les actions font partie intégrante de l'histoire du quartier, dans la mesure où cette association a contribué et contribue encore au bon fonctionnement des Dervallières. Elle est connue et reconnue des habitants et fédère directement ou indirectement, par les valeurs qu'elle porte et les actions qu'elle mène.

A Bellevue, la figure militante de Michelle Palasse est aussi très importante dans l'histoire du quartier. Créatrice de Bellevue 2000, elle a contribué à rendre le quartier vivable pour le plus grand nombre, en mettant en place des actions d'aide et de partage. Ce qu'elle a mis en place a perduré après sa mort et continu encore aujourd'hui à se développer. Le projet urbain en cours lui a d'ailleurs rendu hommage en septembre 2021, en renommant l'ancienne place des Lauriers par son nom.

«LA POUR LE COUP MOI JE TROUVE QUE C'EST UNE ÉTAPE TRÈS IMPORTANTE PARCE QUE C'ÉTAIT QUAND MÊME UN LIEU HAUTEMENT SYMBOLIQUE LA PLACE DES LAURIERS, A BELLEVUE C'ÉTAIT QUELQUE CHOSE.» CAMILLE

Les figures du quartier ont également une place importante au delà de leurs actions à proprement parler. Elles participent à la guérison de certains traumatismes qui ont pu frapper le quartier. En effet, étant donné que l'histoire n'est pas écrite et qu'elle repose grandement sur la transmission orale, les mots et les échanges qu'ont pu avoir ces figures phares peuvent être interprétés et réemployés lors d'événements traumatisants, afin de calmer les habitants et d'apaiser les douleurs. Elles conservent donc un rôle actif même après leur disparition/départ.



Cartographie du maillage pensé et des lieux de sociabilité

Les traumatismes dont il est question peuvent être d'ordre différent, de la démolition d'un immeuble, aux interventions policières en passant par les fusillades. Ces événements d'une grande violence psychique, physique et/ou psychologique, font également partie des mémoires collectives du quartier. Ils participent comme les événements positifs, à fédérer les habitants, d'abord négativement, par la peine globale, voire la colère, puis par le soutien mutuel et les actions visant à guérir les blessures. Ces traumatismes renforcent les liens entre les habitants, bien que parfois ils conduisent à une défiance interne temporaire, qui s'atténue avec le temps et la désignation d'un coupable précis qui permet de retrouver une confiance globale entre les habitants.

«TU SAIS IL Y A AVAIT LES MAISONS SUR LE BOULEVARD, ELLES FAISAIENT PEUR UN PEU, MAIS QUAND ILS LES ONT DÉMOLI TOUT LE MONDE ÉTAIT TRISTE. EN VRAI ÇA FAISAIT PARTIE DE L'HISTOIRE DU QUARTIER QUOI !» DAMIEN

Parce que, même si l'existence d'une mémoire collective et fédératrice est indéniable, elle n'est néanmoins pas la seule histoire à laquelle s'attache les habitants. En effet, chacun développe, comme dans n'importe quel contexte spatial, une histoire singulière et individuelle, constituée des mémoires, des traumatismes, victoires et événements personnels à chaque individu. Cette histoire personnelle est plus ou moins en phase avec l'histoire collective du quartier ce qui peut mener à des dissonances comme l'ont relevé les travaux de Allen et Bonetti (3). Ces histoires plurielles, sont constitutives de l'histoire globale, au même titre que les événements et les figures du quartier. Elles sont porteuses des modes de vie des habitants, de leurs usages et des relations qu'ils entretiennent sur le territoire. En agissant sur le territoire, ils contribuent à écrire l'histoire collective.

Cohésion sociale

L'histoire collective et l'entité Quartier sont constitutifs de la cohésion sociale dans le quartier. La diversité des profils d'habitants, des modes de vie et des histoires pourraient mener à d'importants désordres si ces deux éléments n'assuraient pas un certain équilibre dans le territoire.

(3) *L'Habiter, un impensé de la politique de la ville*, Barbara Allen et Michel Bonetti, L'aube, 2018

Bien entendu, tout n'est pas idyllique, mais la stabilité que l'on peut observer est tout de même notable au regard du contexte instable des grands-ensembles en projet de rénovation urbaine.

«MAIS C'EST PEUT-ÊTRE VRAI QUE ÇA A QUAND MÊME UNE SINGULARITÉ, ÇA VEUT DIRE QUE CE QUARTIER-LÀ, DEPUIS 1990, IL EST EN CHANTIER. ÇA FAIT QUAND MÊME 30 ANS. C'EST PAS À MONSELET QU'ON FERAIT ÇA ! ON METTRAIT PAS EN CENTRE-VILLE, 30 ANS EN CHANTIER ! ET POURTANT ÇA N'A PAS EMPÊCHÉ LES DERVALLIÈRES DE SE CONSTRUIRE.» LOÏC

L'expression «cohésion sociale» a été utilisée pour la première fois en 1893 par le sociologue Emile Durkheim ((1858-1917) dans son ouvrage «De la division du travail social» pour décrire le bon fonctionnement d'une société où se manifestent la solidarité entre individus et la conscience collective. Aujourd'hui elle est utilisée dans le sens d'un élément qui favorise l'intégration des individus, leur attachement au groupe et leur participation à la vie sociale. Les membres du groupe partagent un même ensemble de valeurs et des règles de vie qui sont acceptées par chacun. Et l'existence de conflits sociaux ne signifie pas nécessairement l'absence de cohésion sociale. Cependant, au regard des institutions et des politiques publiques, qui, comme nous l'avons vu dans la première partie ont une idée du bon ordre à tenir, les valeurs et les règles qui fondent la cohésion sociale existante sur le quartier, peuvent ne pas concorder. C'est pourquoi, malgré une cohésion sociale bien présente sur le quartier, certains projets de rénovation urbaine - pour ne pas dire tous -, ont l'intention d'en produire une nouvelle. L'abstraction ou la remise en cause de ce déjà-là, concours une nouvelle fois à minimiser ce que les habitants ont construit eux-mêmes au regard de leur vécu, de leur quotidien. La solidarité et les liens sociaux qui existent entre les habitants peuvent être difficiles à percevoir car ils ne s'expriment que ponctuellement dans l'espace public, alors que les conflits eux, sont aisément perceptibles parce qu'ils s'y illustrent le plus souvent. Est-ce là l'une des raisons qui conduit les pouvoirs publics, à penser qu'il n'existe pas une bonne cohésion sociale inhérente au quartier ?

6

HABITER ET/ OU S'HABITER





NALE SUPREME DE L'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUS AU DROIT D'AUTEUR

S'ancrer pour se stabiliser

Bien qu'assez peu spatialisé, le maillage social se fonde autour ou dans des lieux précis, qui portent et spatialisent d'une certaine manière les mémoires des habitants, et du quartier par extension. Ces lieux que l'on appellera *lieux totems*, trouve leur genèse soit dans l'entremêlement du maillage social, soit dans l'offre de services et les qualités de certains lieux. Ainsi, les lieux totems peuvent s'apparenter dans une certaine mesure à ce qu'a théorisé Maria Lewicka dans *Place attachment* (1). Elle développe l'idée que des lieux agiraient comme des ancrés ou des aimants à partir desquels se développerait l'attachement. Dans le cadre des lieux totems, tels qu'ils sont approchés ici, la question n'est pas tant celle de l'attachement mais plutôt de l'ancrage. Cependant, la distinction entre deux types de lieux totems approche les notions d'ancre et d'aimant. En effet, il semble qu'il y ait des lieux préexistants au maillage social, qui attirent les interactions autour d'eux jusqu'à devenir des lieux totems. Ils détiennent au préalable des qualités qui ont conduit à leur donner une place importante dans le maillage social du quartier. On peut prendre pour exemples, les maisons de quartier, les stades de sports, les salles polyvalentes ou les lieux de culte. En complément, il existe des lieux qui n'avaient pas forcément vocation à devenir des lieux fédérateurs du quartier mais qui, en raison de l'entremêlement des pratiques, usages et de l'histoire du quartier, se sont vu attribués ce rôle. Le garage de Michelle Palasse - premier lieu de Bellevue 2000 -, le parking du Carrefour St Herblain - espace de jeux du dimanche -, les pavillons de Le Nain - démolition très marquante aux Dervallières -, etc... Ces lieux sont les points autour desquels se nouent ou s'entourent les liens qui font la vie de quartier. Ils servent d'éléments structurants pour le maillage. Ce type de lieux totems pourraient donc s'apparenter à ce que Maria Lewicka a défini comme des aimants.

«MENDES-FRANCE C'EST JUSTE SI ON A DES ACHATS A FAIRE. SI ON
A DES ACHATS A FAIRE, SI ON A À FAIRE À LA
POSTE A LA BANQUE, ETC, ON Y VA. SINON ON A ICI UNE PETITE
SUPERETTE, NETTO. ON FAIT NOS COURSES UN
PEU PLUS HAUT LÀ. A JEAN-MOULIN» YOUSSEF

(1) *Place attachment, place identity, and place memory: Restoring the forgotten city past*, Maria Lewicka, *Journal of Environmental Psychology*, Vol 28, Sept 2008, pp.209-231

Pour expliquer comment les lieux totems peuvent être générés, on peut également convoquer le travail de Tim Ingold, avec lequel la résonance est forte. Dans *Une brève histoire des lignes* (2), Ingold évoque les notions de nœud et de point de connexion, avec lesquelles les présentes recherches semblent converger. Attribués au sujet des lieux totems dans les grands-ensembles, les notions d'aimants et de points de connexion, s'alimentent mutuellement et permettent d'approcher une compréhension de la genèse de ces lieux structurants.

Par le prisme d'Ingold, on peut caractériser les lieux qui tiennent plus du «point de connexion» auxquels le maillage vient s'ancrer, souvent par nécessité, comme des lieux auxquels il a été attribué une forte valeur publique, économique, mercantile ou sociale, et ont été conçu pour remplir un rôle de lieux totems, fédérateurs et structurants dans le quartier. Ils disposent donc des qualités spatiales pour en accueillir les usages. Dans la mesure où ces lieux ont été conçus par des aménageurs et donc les institutions, ils répondent également aux injonctions de sécurité, de contrôle et d'ordre ce qui en fait en réalité des lieux où peut s'illustrer une certaine défiance de la part des habitants. Cependant, parce qu'ils répondent à des nécessités, ils sont tout de même utilisés et prennent une place importante dans le quotidien des habitants.

A l'inverse des lieux totems qui seraient nés des usages et pratiques, ceux-ci ne se caractérisent pas forcément par un attachement fort des habitants. Au contraire, ils sont souvent décriés et s'ils cessent de répondre aux nécessités pour lesquels ils sont fréquentés, ils seront alors le plus souvent désertés. Il arrive malgré tout, que des lieux initialement conçus par des acteurs externes au maillage social, viennent à s'inscrire plus durablement dans le quotidien du quartier.

La requalification des espaces publics avec les habitants a d'ailleurs une grande importance dans cette reconquête des lieux totems. Réinvestir les lieux en leur attribuant une raison d'être dans le maillage, reconstruire ou mettre en évidence, une mémoire qui leur serait propre, pour faire en sorte qu'ils prennent un rôle fédérateur et structurant au sein du quartier.

(2) *Une brève histoire des lignes*, Tim Ingold, *Zones Sensibles*, 2011

«DONC HEU C'EST VRAI QUE L'IMAGE DE LA PLACE N'ÉTAIT PAS TRÈS BONNE. DONC C'EST VRAI QUE DE CASSER, DE DÉMOLIR L'IMMEUBLE, DE TROUVER, LE COLLÈGE QUI ÉTAIT DERRIÈRE ET QUE PERSONNE NE VOYAIT, NE CONNAISSAIT, ETC ! D'OUVRIR LE SUPPRIMER CETTE BARRE POUR QU'ON VOIT DE L'AUTRE COTÉ ! ÇA TRANSFORME TOUT DE SUITE L'IMAGE DU QUARTIER ! BON C'EST LES AMÉNAGEMENTS QUI SONT FAIT ET ÇA CASSE UN PEU CETTE IMAGE DES LAURIERS QUI SERAIT FRÉQUENTÉ PAR DES DEALERS DES .. VOILÀ! ALORS BON ...» YOUSSEF

Pour Ingold, «C'est dans l'enchevêtrement de lignes, et non dans la connexion de points, que se constitue le maillage.» (3), ce qui semble se confirmer dans l'étude de Bellevue et des Dervallières. Cette définition du maillage permet de mettre en évidence le second type de lieux totems observés. Ce que Maria Lewicka nomme des ancres et que Tim Ingold appelle des nœuds.

Une grande partie des lieux totems à forte valeur stabilisante pour le quartier sont des lieux qui se sont conçus de l'entrecroisement des lignes de vie des habitants. En se rencontrant en des points spécifiques, elles s'emmêlent et constituent progressivement un historique à ces lieux. De cette manière, ils ne sont plus seulement des lieux de rencontre, mais deviennent détenteurs d'une mémoire propre. Ainsi les lieux totems se fondent dans le maillage existant et en deviennent des éléments structurants. Ils trouvent leur place par «la force des choses» et sont issus d'une réalité pratique du quotidien. Il y a une relation de réciprocité entre le maillage et les lieux totems, car ils permettent de stabiliser le maillage qui les a généré. Ces lieux dont les habitants sont les générateurs volontairement ou non, consciemment ou non, permettent de structurer la vie sociale, spatiale et temporelle. Ce sont les lieux où la reconnaissance d'une identité commune à plusieurs individus s'affirme et permet une reconnaissance conjointe. Ce sont également des lieux de transmission et de conservation d'une histoire collective.

(3) Ibid, p.108

Des lieux totems pour s'ancrer dans l'histoire

Le maillage social entre les individus qui vivent sur le territoire est un élément primordial de la vie de quartier. Sans maillage social, les individus ne se sentent pas intégrés car ils n'ont pas de reconnaissance mutuelle et ne s'investissent pas les uns auprès des autres.

*«ÇA A SUREMENT UN IMPACT SUR LA VIE DE QUARTIER
... JE SAIS PAS, C'EST VRAI QUE LA VIE DE QUARTIER
Y A PAS TELLEMENT DE VIE DE QUARTIER... LES GENS SE
FRÉQUENTENT PAS HEIN. NON NON, C'EST CHACUN RESTE
CHEZ SOI.» ANNIE*

Les lieux totems spatialisent temporairement ou durablement les mémoires, comme des figures associées à une part de l'histoire collective. Le savoir est porté par le lieu et son évocation libère l'historique qui lui est associé. Cette capacité des lieux à porter une mémoire cumulative, et évolutive avec les habitants, contribue à stabiliser le quotidien du quartier dans la mesure où ils permettent un ancrage temporel et spatial stable. Les mouvements que subit le quartier, par les phases successives de transformations urbaines, sont génératrices de désordres et d'instabilité pour les habitants, ainsi, l'existence de ces lieux totems au caractère relativement invariant sur de longues temporalités, agit comme un stabilisateur et une ancre pour le développement d'un habiter. Les lieux totems, sont de cette façon, garants d'une moindre sensation de variation car ils portent les traces du passé, et servent de fondement pour l'ouverture au futur.

*»QUELQUE PART CES LIEUX PHARES SONT RASSURANTS CAR ON
VIENT CHERCHER UN SOUTIEN OU UNE AIDE QUELCONQUE. C'EST
POSITIF ET LES GENS LE PERÇOIVENT COMME TEL, DONC C'EST UN
ENDROIT AUQUEL ILS VONT.» NADIA*

Lieux d'ancrage collectif, ils sont aussi des lieux d'ancrage individuel. Les lieux totems partagés par la majorité des habitants d'un quartier,

peuvent être — comme évoqué plus avant —, issus de l'entremêlement des lignes de vie de chacun. De cette manière, ils sont avant tout porteurs d'histoires, d'usages et de pratiques personnelles. Les lieux totems répondent au besoin d'un lieu qui fixe dans le temps pour construire son habiter. Rendus stable par le partage collectif d'une attention particulière à ces lieux, ils sont en capacités d'accueillir et de stabiliser la construction d'un habiter car ils sont porteurs de sens et de possibles. Ils agissent comme des ports d'ancrage dans lesquels il est toujours possible de s'amarrer pour construire son rapport au monde, aller et venir. Ils sont, l'un des éléments permettant de se constituer une vision de l'ici et l'ailleurs en offrant une certaine sécurité aux habitants. Leurs limites sont claires et définies, leur forme bien qu'elle puisse évoluer sur le temps long, reste relativement invariante. Ainsi, les lieux totems offrent une base certaine pour les habitants.

*«IL Y A AUSSI L'ASPECT ÊTRE CONNU ET DONC RECONNU QUI FAIT
VENIR LES GENS» JULIEN*

Le partage de ces lieux par une grande diversité de personnes, implique la rencontre de ces individualités et constituent un rôle majeur des lieux totems, celui de la représentation, de l'existence de soi à l'autre. Comme ils sont porteurs d'histoire individuelles et collectives, ils sont en capacité de faire une base commune d'échanges entre les habitants mais également de conflits dans la mesure où, les appropriations et l'attachement portés à ces lieux diffèrent selon l'histoire qui est entretenue avec eux. Les individus construisant, individuellement leur habiter en se servant des lieux totems comme support se heurtent parfois à des incompatibilités d'usages ou de pratiques voire parfois de symbolique associés au lieu. Ainsi, il arrive, qu'ils soient monopolisés par un groupe qui exclut le reste de la population, mettant d'autant plus en valeur le caractère de représentation qui s'y développe.

*« C'EST UN LIEU OÙ ON SAIT QU'ON VA TROUVER TOUTES LES
RÉPONSES, C'EST LÀ OÙ ON VA POUVOIR SE FORMER, METTRE LES
ENFANTS AU CENTRE, AVOIR LES INFOS SUR LE QUARTIER [...], SI ON
VIENT LÀ ON SAIT QU'ON A LES INFOS.» NADIA*



Cartographie du maillage du quartier par les lignes de vie

Ces lieux ont beau être des espaces de communication, de transmission, de filiation et d'apprentissage d'une vie en commun, ils sont également des espaces où la présence de l'autre, d'autrui est indéniable et où il est nécessaire de concevoir une relation avec ces autres. Bien qu'un lieu totem puisse avoir une grande valeur pour un individu, de part son histoire personnelle et l'ancrage qu'il y a, si les conditions d'usages du lieu sont rendues trop anxiogènes ou inadaptées, par une trop forte valeur de représentation, celui-ci cessera de le considérer comme un élément structurant de son territoire ce qui fragilise grandement la possibilité de construire un habiter durable pour lui. C'est pourquoi, des lieux comme la place Lauriers, ou la place des Dervallières se sont vu désertées par une grande partie des habitants, parce que des groupes de jeunes avaient le monopole de l'espace public, en prenant une posture dominante dans les lieux. Les projets de requalification de ces deux places, visent à accompagner les habitants dans le réinvestissement de ces deux places en travaillant sur un rapport de représentation plus équitablement répartie entre les différents groupes qui fréquentent les lieux.

La notion de représentation dans les lieux totems passe également par la posture que l'on prend par rapport à autrui, quant à ce que l'on choisi de montrer, partager ou de cacher. Cette possibilité est surtout permise par le fait que les lieux totems sont porteurs d'une histoire collective qui ne nécessite pas d'explicitier son histoire personnelle pour construire un lien avec autrui. Cette base commune qui lie les habitants entre eux de près ou de loin, agit comme un filtre sur ce que l'on choisi de montrer de soi, de son rapport au monde et au groupe.

Histoire d'habitants, histoire d'habiter

Habiter un territoire peu importe l'échelle sur laquelle il s'étend, c'est avant tout l'affaire d'un individu. Et bien que des lieux totems structurent le maillage du quartier, les parcours de vie sont très divers, d'autant plus dans les grands-ensembles qui se caractérisent par une forte mixité de population. L'investissement, les usages et pratiques, les projets et la mémoire que portent les habitants participent à la construction de leur habiter. L'habiter est donc contraint par le territoire qui nécessite de s'ancrer dans un maillage social pour trouver la stabilité suffisante à une construction pérenne, mais il est également guidé par les projets des

(4) La démolition des immeubles de logements sociaux Histoire urbaine d'une non-politique, Agnès Berland-Berthon, Éditions du Certu, 2009, P. 444

individus. La charge des habitants est donc de concilier projections d'un devenir et intégration dans un maillage.

« L'AMÉLIORATION GÉNÉRALE DE LEUR CADRE DE VIE DUE À LA NOUVELLE ATTENTION PORTÉE À LA QUALITÉ DES MODES DE DÉPLACEMENT, AU TRAITEMENT DES ESPACES PUBLICS, À LA RÉNOVATION DES ÉCOLES, À L'ARRIVÉE D'ÉQUIPEMENT ET DE COMMERCE, NE FONT QUE RENFORCER CET ATTACHEMENT. » (3)

Dans les faits, le maillage est autant bénéfique que nocif pour les habitants, car il conduit à la constitution de nombreuses connexions et interdépendances. Certes, cela permet aux habitants de se constituer un territoire plus stable, mais cela conduit également à générer une appartenance plus ou moins volontaire de l'individu à son territoire. Cette appartenance au quartier qui naît d'abord d'une nécessité d'intégration pour trouver une stabilité, devient progressivement un élément constitutif de l'identité des individus. La frontière est mince entre appartenance et dépendance. Et le fait d'appartenir à un quartier revête un caractère presque assujettissant, qui arrive parfois à prendre le dessus sur l'identité propre de l'individu, qui ne se définit plus que par son appartenance au quartier. Cette conséquence d'un habiter adaptatif, participe à la marginalisation des individus vivant dans les grands-ensembles.

Néanmoins, tous les habitants ne s'investissent pas de façon égale dans leur territoire, en fonction de la direction qu'ils souhaitent prendre et de si ce territoire est une finalité ou non dans leur parcours. Les enquêtes de terrain, ont permis de définir deux familles de directions qui conditionnent l'habiter que développent les individus; les habitants qui construisent leur habiter en envisageant un futur ailleurs et les habitants qui construisent leur habiter de manière pérenne sur le territoire.

« J'HABITE ICI DEPUIS 20 ANS ! ON A PAS ENVIE DE PARTIR ! BON MAINTENANT, PEUT ÊTRE QU'IL Y A DES IMMEUBLES QUI SONT MAUVAIS, JE N'EN SAIS RIEN... MAIS ICI, ON A PAS ENVIE DE PARTIR ! » YOUSSEF

Habiter pérenne, habiter passager

On distingue chez les habitants qui sont présents depuis la création du quartier et qui l'on vu se construire, une certaine volonté à y rester et à y projeter leur futur. Cette projection est partagée par des habitants qui ont rejoint le quartier plus ou moins longtemps après sa création mais qui le considère comme l'aboutissement de leur parcours résidentiel, il peut également s'agir d'habitants qui ont temporairement quitté le quartier et qui ont souhaité y retourner. Ces habitants ont un investissement conséquent dans le territoire. Ils participent à la vie du quartier, en s'investissant parfois exclusivement au sein du quartier, ou dans d'autres parties de la ville si cela est justifié par un apport pour le quartier. Leur investissement fort dans le territoire passe donc par des actions volontaires et délibérées, mais également par leur présence prolongée dans le territoire.

«LA DURÉE DE RÉSIDENCE PERMETTRAIT UNE AUGMENTATION DU SENTIMENT DE SÉCURITÉ CAR LES INDIVIDUS AURAIENT DÉVELOPPÉS UNE FAMILIARITÉ AVEC LES STIMULUS. [...] DU FAIT QUE LES INDIVIDUS ONT ÉVOLUÉS ET VÉCUS PLUSIEURS ÉTAPES IMPORTANTES DE LEUR VIE DANS CE LIEU ET Y ONT DONC CRÉER UN PLUS GRAND RÉSEAU DE LIEUX SIGNIFIANTS.» (3)

La construction de routines et rituels dans le lieu permet le développement d'un lien fort tant avec les caractéristiques sociales que physiques de l'espace. L'investissement dans leur territoire pour le faire tendre vers un objectif qui leur correspond, accentue leur attachement à ce territoire étant donné que celui-ci se rapproche de l'idéal qu'ils projettent. Par cet investissement important, ils agissent comme des éléments stabilisateurs du maillage car ils constituent une valeur sûre et constante pour les autres habitants. Ils prennent souvent les rôles de porte-parole et de transmission des valeurs et de l'histoire du quartier, car ils en ont une connaissance fine. En tant que figures connues, agissant pour le quartier et donc pour ses habitants, ils bénéficient d'une certaine reconnaissance de la part des autres habitants et d'un grand respect à leur égard.

Ils s'inscrivent dans l'histoire du quartier et inscrivent leur histoire dans

(4) *Place attachment*, Maria Lewicka, Second Edition, 2020

(5) *Faut-il protéger Les Grands Ensembles ?*, Paul Andreu, Comité des Grands Prix nationaux de l'Architecture, 2007, p.15

le quartier. Cependant, ce lien fort de réciprocité entre ces habitants et le quartier peut être la cause de difficulté lorsque des transformations importantes sont apportées au quartier. En effet, le mélange des histoires personnelles et de celle du quartier, rend les démolitions très difficiles, car elles emportent avec elles une partie de leur histoire, de leurs souvenirs. Le remplacement des bâtiments par d'autres conduit parfois à une sensation d'illégitimité, d'humiliation ou d'irrespect envers ce qui a pu être construit par les habitants.

«LA SENTIMENTALITÉ ENTRE EN COMPTE, QUAND LES HABITANTS MANIFESTENT LEUR VOLONTÉ DE NE PAS S'EN ALLER, QUAND ILS PLEURENT SUR LES DÉMOLITIONS, CE N'EST PAS SUR LES BARRES QU'ILS PLEURENT, MAIS SUR EUX, SUR LEURS SOUVENIRS.» (4)

Parallèlement à cette difficulté à faire face aux grands changements qui impliquent la disparition de souvenirs, les habitants qui construisent un habiter adaptatif pérenne, s'adaptent assez aisément aux petits changements constants qui se font sur le territoire. Ils ont toujours construit leur habiter sur un territoire mouvant, ainsi, leur capacité de résilience est grande et leur permet d'évoluer dans ce contexte sans trop de complexité.

Parce que les liens qu'ils ont construits dans le maillage du quartier sont très nombreux et très forts, ils s'assurent une stabilité suffisante pour se construire et construire leur habiter. Cependant, l'attachement qu'ils portent au quartier tend parfois vers une dépendance. Ils peuvent être trop investie dans le maillage et ne plus avoir la possibilité de se projeter hors de lui. La dépendance au quartier qui se dessine, influe sur la capacité de ces habitants à se construire une identité individuelle, qui serait dissociée de celle du quartier. La confusion possible entre l'individu qui vit à travers son quartier et le quartier lui-même, abouti à des problématiques identitaires fortes, mises en exergue par la stigmatisations des quartiers notamment. L'indifférenciation entre soi et son territoire, conduit à se sentir attribuer la réputation du quartier et les stigmates qu'il porte. Comme ces habitants éprouvent un grand attachement à leur quartier, l'image que porte les autres personnes sur lui, peut leur provoquer une impression d'insulte à leur encontre. Un jugement porté sur ce qu'ils chérissent, ce pour quoi ils s'investissent tous

(6) *Place attachment; In search of roots: Restoring continuity in a mobile world, Maria Lewicka, Second Edition, 2020, p.16*

les jours et ce qu'ils participent à concevoir. Le sentiment d'illégitimité et de jugement que ressentent une partie des habitants des grands-ensembles peut être du à ce mécanisme.

«L'ATTACHEMENT AU LIEU ÉTAIT SYSTÉMATIQUEMENT LIÉ À L'INTÉRÊT PORTÉ À L'HISTOIRE DE LA FAMILLE ET À L'HISTOIRE DU LIEU DE RÉSIDENCE.» (5)

Les habitants qui ne conçoivent pas le quartier comme une finalité mais plus comme une étape dans leur parcours résidentiel, parfois même un tremplin, sont souvent plus enclins à mettre une distance entre la représentation qu'ils ont d'eux et celle du quartier. Ils ne s'investissent pas exclusivement dans le quartier et construisent des liens avec le reste de la ville, ce qui leur permet de se projeter dans un ailleurs hors du quartier. Ils construisent également des routines et des rituels au sein du territoire mais en gardant à l'esprit qu'ils n'envisagent pas leur futur à long terme sur le quartier. Ainsi, ils s'inscrivent dans le maillage du quartier de manière à pouvoir y développer un habiter, le temps où ils y vivent. Mais ils développent en parallèle une vie externe au quartier. Ils ont une plus grande capacité au repli sur soi, à l'isolement car ils ne revendiquent pas une posture constante et structurante au sein du maillage. De ce fait, les liens qu'ils construisent peuvent être plus fragiles et moins durables, ils seront alors moins marquants au sein du maillage et de l'histoire du quartier. Leur faible investissement peut être autant un avantage qu'un inconvénient, car il favorise de moindres traumatismes face aux grosses opérations urbaines mais à l'inverse, contribue à rendre les changements quotidiens difficilement supportables. En effet, l'intérêt du maillage, nous l'avons vu, est de garantir une stabilité et donc une résilience aux mouvements du territoire, ainsi, si les habitants ne sont pas très intégrés au maillage, ils ne bénéficient pas pleinement de ces avantages.

«BAH OUI! PARCE QUE MOI JE M'Y PLAISAIT BIEN! MOI IL Y A PRESQUE 20 ANS QUE JE SUIS LÀ! IL Y AURA 20 ANS L'ANNÉE PROCHAINE! OH NON, MOI, QUAND JE ME SUIS RETROUVÉE SEULE, J'AI DEMANDÉ UN PLUS PETIT LOGEMENT ET J'AI DEMANDÉ DE

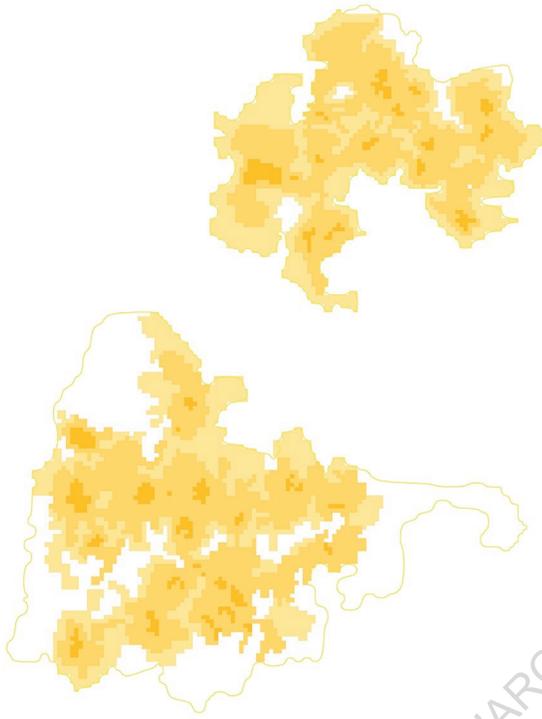
RESTER LÀ.» ANNIE

Le sentiment d'intégration et d'appartenance à un groupe — soit au maillage —, canalise la posture que prennent les habitants dans le territoire. Lorsqu'ils considèrent le quartier comme un tremplin, un lieu de passage, mais qu'ils ont développé un attachement malgré tout au territoire, ils en prennent soin et participent à son quotidien. Ils peuvent développer un attachement fort au territoire mais qui ne les empêchera pas, néanmoins, de se projeter ailleurs. Il arrive malgré tout, que des habitants ne considérant pas le quartier comme une finalité, ne le quitte finalement jamais. Soit parce qu'ils n'en ont pas eu la possibilité, soit parce qu'une dépendance au quartier s'est créée, à la manière des habitants envisageant la construction d'un habiter pérenne.

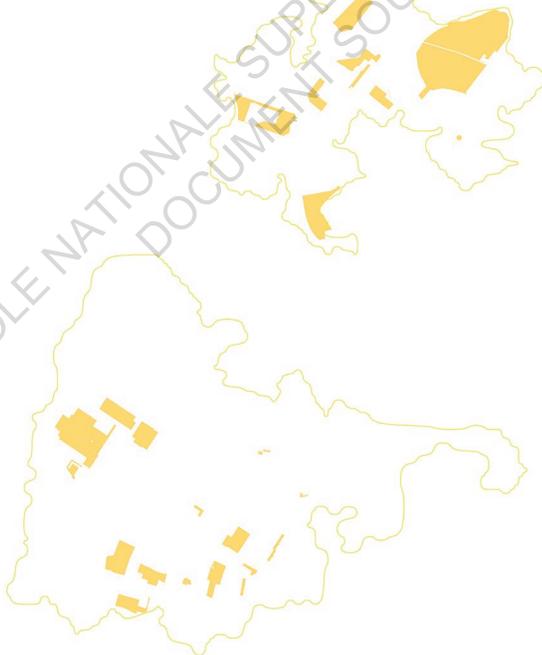
Habiter le mouvement ...

La nécessité de façonner un habiter adaptatif, basé sur un maillage complexe porteur de stabilité, questionne la possibilité de se construire en tant qu'individu singulier. La force venant du groupe, des interrelations et des interdépendances, quelle est la place donnée à soi, à une identité individuelle ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTRES



**Carte de chaleur des zones
d'investissement et redessin des
frontières d'usage du territoire**

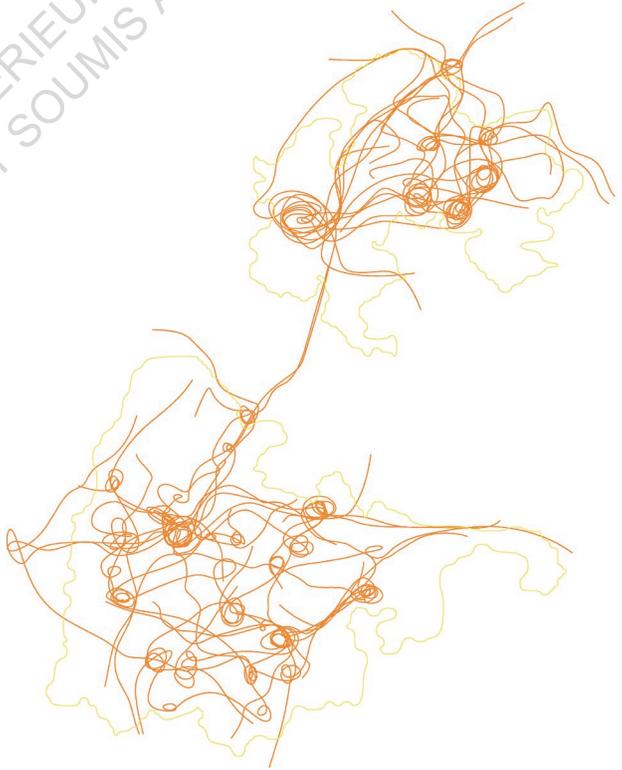


**Lieux de sociabilité, porteurs
informels du maillage vécu**

**Carte des équipements et
du maillage imaginé lors des
projets urbains**



**Maillage du territoire par
entremêlement des lignes de
vie des habitants**



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

CONCLURE ...

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Habiter en mouvement, les peuples nomades l'on fait et le font toujours. Mais habiter un territoire en mouvement, sans que les mutations soient à l'origine de ceux qui l'habitent, nécessite de construire un habiter bien singulier.

Les grands-ensembles sont souvent perçus comme des objets globaux dont on peut définir les contours et que l'on peut gérer depuis l'extérieur car on en a une appréciation qui se veut globale. Pourtant dans les faits, ils se vivent à des échelles beaucoup plus petites que celles avec lesquelles ils sont gérés. Les incohérences produites par une conception hors-sol du territoire, rejaillissent sur ses occupants qui peinent à l'investir. Les mouvements qui redessinent continuellement les grands-ensembles sont générés par des acteurs internes ou non au territoire, et tendent à faire muter ses usages et/ou sa forme. Habitants et concepteurs agissent donc sur un même territoire, dans des dynamiques parfois contraires. C'est pourquoi, un rôle d'accompagnement du mouvement est nécessaire pour garantir l'entente entre les parties et aider à l'appréhension des changements par les habitants. L'échelle d'action temporelle et spatiale, des projets urbains est difficilement appréhendable, ce qui participe au climat d'incertitude dans lequel se trouve les grands-ensembles en rénovation urbaine. Les projets portés sur ces territoires sont pensés et conçus dans leur quasi totalité par des acteurs extérieurs au vécu des grands-ensembles, ils entendent cependant être garants d'une remise en ordre du territoire. Pourtant, il existe déjà un ordre dans les grands-ensembles, mais celui-ci ne correspond pas à ce qu'attendent les institutions. S'engage alors un cycle infini de passage d'un ordre à l'autre, entrecoupé de phases de désordre plus ou moins durable. Cette situation d'extrême instabilité, qu'elle soit spatiale, sociale ou politique, contribue à rendre le territoire difficilement habitable.

Pourtant, les populations des grands-ensembles, ont su construire une forme d'habiter qui s'adapte à un territoire instable, en mouvement perpétuel. Par la superposition d'un maillage social très fort, qui s'enracine dans le quotidien et dans la construction d'une histoire commune fédératrice, les populations ont généré une seconde couche au territoire. Une couche suffisamment déformable pour qu'elle soit garante de stabilité. Le lien social est l'élément porteur de la construction de l'habiter, car il est à l'origine du maillage sur lequel il se fonde. Ainsi, le territoire n'est pas porteur de l'habiter à proprement parlé, mais il en est le support. Les mémoires, les usages, les pratiques et les liens se tissent sur le territoire, mais l'habiter se fonde sur ce tissage et non sur le territoire directement. Pour assurer sa pérennité et son rôle d'élément structurant de l'habiter, le maillage s'ancre dans le territoire en des points précis, qui concentrent une partie des mémoires et de l'histoire du quartier. Ces lieux contribuent également à fédérer et solidariser les liens du maillage. L'habiter qui se dessine dans les grands-ensembles donne donc une place primordiale au maillage social et aux relations d'interdépendances qu'il produit. En plus d'habiter un territoire qui dépasse largement celui du logement, l'habiter dans les grands-ensembles en rénovation, implique donc d'habiter avec les autres. Ce lien contraint de communauté questionne sur la possibilité de se construire en tant qu'individu et de développer une identité propre à chaque individu.

Reconquête républicaine, communautarisme, marginalité, exclusion, isolement, insécurité, tension ... On pourrait encore en citer quelques uns, mais ce ne serait pas utile pour voir que ce que l'on reproche aux grands-ensembles est bien plus systémique, qu'issu de la mauvaise volonté de leurs habitants. Ce mémoire aura conduit à mettre en valeur l'importance du lien à l'autre pour habiter un territoire en mouvement. Mais également que la nécessité de construire une stabilité suffisamment forte pour répondre aux dizaines d'années de mutation du territoire, rend difficile les changements de fond du fonctionnement des grands-ensembles. Mais d'ailleurs est-ce vraiment nécessaire d'en changer le fonctionnement à la source ? Ne pourrait-il pas être intéressant de s'appuyer sur ce qui a été construit pour l'enrichir plutôt que de vouloir en faire table rase ? Peut-être est-il pertinent d'ailleurs, de s'inspirer de ce qu'ont su construire les habitants dans grands-ensembles pour faire face à ce qui nous attend avec les changements climatiques. Quoi qu'il en soit, les mécanismes mis en place dans les grands-ensembles, pour s'assurer une stabilité propice à la construction d'un habiter, et à la construction de soi, se sont construits,

développés et transmis sans avoir été écrit. Leur études pourraient être un gage de réussite pour les projets urbains qui tacheront d'intégrer ces immenses morceaux de ville, aux métropoles qui s'étalent toujours plus.

Ce mémoire a été écrit dans un contexte de crise sanitaire, les mesures de distanciation et les confinements n'ont pas permis de mener le travail de terrain comme il avait été pensé au départ. Les entretiens devaient prendre la forme d'itinéraires, ce qui aurait donné une place importante au cheminement et aux visages habitants. Pour ne pas perdre cette volonté de représentativité des habitants, il a été réalisé une quinzaine d'entretiens desquels sont tirées les citations présentes dans le mémoire. Ce mémoire se propose d'être un nouveau point d'entrée dans la recherche sur la capacité à habiter un territoire en mouvement, et je pense que la forme de l'itinéraire pourrait être un bon moyen de poursuivre dans cette voie. Malgré la situation sanitaire, les rencontres que j'ai pu faire m'ont permis de prendre conscience de l'importance de la médiation dans les projets urbains et surtout de découvrir le travail des équipes de quartier. Ce rôle pourtant crucial dans les projets urbains est assez peu documenté et le pouvoir décisionnaire de ces équipes est en diminution. Ainsi, je trouverai intéressant, à l'avenir de travailler à la documentation des actions de ces équipes. Enfin, ce mémoire m'a conduit à définir une forme d'habiter que j'ai nommé l'habiter adaptatif. Je ne pense pas que ce type d'habiter ne puisse se retrouver que dans les grands-ensembles, et j'aimerai continuer mes recherches sur cette question, en élargissant les contextes d'études, aux territoires en mouvement de façon plus globale. Au delà de la question initiale d'un habiter en mouvement, ce sont d'autres sujets qui me sont apparus au fil de mes recherches et que je souhaite approfondir par la suite.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE
DOCUMENT SOUMIS A EVALUATION

BIBLIOGRAPHIE

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

LES GRANDS-ENSEMBLES

Contexte et évolution(s) des grands ensembles en France

Édith Simorre, *Le paysage des Grands ensembles : des théories urbaines aux pratiques habitantes. Cas de la Cité Modèle à Bruxelles, de 1958 à 2015*, Sciences agricoles, 2015.

Hervé Vieillard-Baron, *Banlieues et périphéries. Des singularités françaises aux réalités mondiales*, Paris, Hachette supérieur/Carré Géographie, 2000

Mathieu Pernot, *Le grand ensemble*, photographies, 2005-2006

Louisa Plouchart, *Comprendre les grands ensembles : Une exploration des représentations et des perceptions*, L'Harmattan Villes et Entreprises, 1999

Banlieues, Les cahiers de la recherche architecturale, 38/39, Parenthèses, 1996

Méthodes et outils de transformation des grands ensembles

Michel Bonetti, *Les risques de dérives dans la transformation des grands ensembles : analyse d'une vingtaine de projets de renouvellement urbain*, Les Annales de la Recherche Urbaine, 2004

Agnès Deboulet et Claudette Lafaye, «La rénovation urbaine, entre délogement et logement. Les effets sociaux de l'éviction», *L'Année sociologique*, 2018

Daniel Pinson, *Le renouvellement urbain des grands ensembles : pour quelles formes urbaines, et avec quelle place pour l'habitant ?*, Urbaponts, Frédéric WINTER, 2001

Daniel Pinson, *La résorption progressive des grands ensembles en France : enjeux qualitatifs et sociaux*, Tunis, s.n, 1998

Fanny Léostic, «Effets sociaux et spatiaux de la politique de rénovation urbaine dans les quartiers en difficulté des villes françaises», *Le logement et l'habitat*, n°63, printemps 2010

Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales/Ministère chargé de la ville et du logement, *La Grande Equipe de la réussite républicaine: mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, 1 an après*, p.41, 13 juin 2019

Jean-Louis Borloo, *Vivre ensemble, vivre en grand, Pour une réconciliation nationale*, p.164, 2018

Agnès Berland-Berthon, *La démolition des immeubles de logements sociaux. L'urbanisme entre scènes et coulisses*. Architecture, aménagement de l'espace. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2004

Olivier Piron, *Démolition, rénovation, réhabilitation, «les logements sociaux et leur peuplement; le sens d'un paradoxe*, nov 2015

Camille François, «Disperser les ménages : Groupes résidentiels et familiaux à l'épreuve de la démolition d'un grand ensemble», *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°204, 2014

Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France, *Etude prospective sur l'impact des démolitions de logements sociaux en Ile de France et conséquences en terme de besoins*, p.41, mars 2005

Sylvia Faure, «De quelques effets sociaux des démolitions d'immeubles, un grand ensemble HLM à Saint-Etienne», *Espaces et sociétés*, n°124-125, 2006, p.191 à 206

Paul Andreu, «Faut-il protéger Les Grands Ensembles ?», *Comité des Grands Prix nationaux de l'Architecture*, 2007

François Laisney, «Réglementer la banlieue ? L'exemple du plan Prost», *Banlieues*, Parenthèses, cahiers de la recherche archi 38/39, pp.117-130

Quartiers d'études

Nantes Métropole, *PLUm de Nantes*, 2019

Nantes Métropole, *Contrat de ville de l'agglomération nantaise 2015-2020*, 2015

Nantes Métropole, *Repère pour l'action*, La Mission Politique de la Ville/renouvellement Urbain de Nantes métropole, 2019

Ministère de la transition écologique et solidaire/ Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, *Habiter la ville de demain*, p.20, fev 2020

Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales/ Ministère chargé de la ville et du logement, *L'annuaire national des acteurs de la mobilisation pour les habitants des quartiers prioritaire*, p.44, 2019

ANRU, *Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain*, 2015-2018

Nantes Métropole, *Programme local de l'habitat 2019-2025*, 2018

Nantes Métropole, *Principes généraux d'aménagement*, 2013-2015

Couleur locale, Revue de quartier

Ville de Nantes, Nantes&co JouonsCollectif, *Propositions d'amélioration issues de l'atelier participatif « Animer et bien gérer l'espace public aux Dervallières »*, p.14, 16/03/2017

Dreal, *Atlas Nantes Dervallières*, Juillet 2009

Ecrit de Bellevue, Revue de quartier

ANRU/Nantes Métropole, *Grand Bellevue, comprendre le projet global en 16 questions*, p.7, 2017

Dreal, *Atlas Nantes Saint-Herblain Bellevue*, Juillet 2009

Karim Bouheudjeur et Sophie Razavi, *A la place des lauriers*, documentaire, 2019

LE MOUVEMENT

Véronique Hahn, «La Rochelle lien social, lieux collectifs», *Cahiers du CCI; Urbanisme: la ville entre image et projet*, Centre Georges Pompidou, 1988

Tim Ingold, *Une brève histoire des lignes*, Zones Sensibles, 2011

Pierre-Arnaud Barthel, Célia Dèbre, Laurent Devisme (dir.), Marc Dumont, Elise Roy, *Nantes, Petite et grande fabrique urbaine*, Collection de la ville en train de se faire, Parenthèses, 2009

«Espace public et sécurité», *Problèmes politiques et Sociaux n°930*, Documentation Française, nov 2006

Ludwig von Bertalanffy, *Théorie générale des systèmes*, dunod, 1993

Cahier de L'AURIF, N°146

Henry Raymond, *L'architecture, les aventures spatiales de la raison*, Centre Georges Pompidou, 1984

Frédérique Aït-touati, Alexandra Arènes, Axelle Grégoire, *Terraforma*, B42, 2019

Denise Pumain, Léna Sanders, Thérèse Saint-Julien, *Villes et auto-organisation*, Economica, 1989

Gaëtan Desmarais, Gilles Ritchot, *La géographie structurale*, L'Harmattan, 2003

L'HABITER

L'habiter dans les grands-ensembles

Barbara Allen, Michel Bonetti, *L'habiter, un impensé de la Politique de La Ville*, L'aube, 2018

Mathis Stock. *Pratiques des lieux, modes d'habiter, régimes d'habiter : pour une analyse trialogique des dimensions spatiales des sociétés humaines*, Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, 2006, 115-118, pp.213-230.

Laurence Costes, «Habiter autrement ?», *Socioanthropologie, n° 32*, Paris, Editions de la Sorbonne, 2016

Nadja Monnet. *Du droit du logement à celui d'habiter ?*. *Critica Urbana ; revista de estudios urbanos y territoriales*, 2018, pp.4-8

Daniel Pinson, *Grands ensembles et productions domestiques*, Université de Grenoble, 1999

Denis La Mache, *L'art d'habiter un grand ensemble HLM*, Paris, L'Harmattan, 2006

Maximilien Steindorsson. *Habiter la rénovation urbaine : approche dynamique par les continuités communautaires à Malakoff*, Sciences de l'Homme et Société, 2018

Simon Koci, «Le paysage clos ou les modalités d'habiter des grands ensembles en France», *Cahiers de géographie du Québec*, 52 (147), 2008, p.507 à 522

Alain Médam, Jean-François Augoyard, *Situation d'habitat et façon d'habiter : l'habiter et l'habitat dans quatre grands ensembles voisins. [Rapport de recherche] 01*, CRESSON, Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace. 1976, pp.329

Perla Serfaty-Garzon, *Le Chez-soi habitat et intimité*, s.n, 2003

Pascal Amphoux, Lorenza Mondada. «Le chez-soi dans tous les sens». *Architecture et Comportement/Architecture and Behaviour, Colloquia/ Ecole polytechnique fédérale de Lausanne*, 1989, vol. 5 (n°2), pp. 135-152.

Enjeux identitaires, entre négation et reconnaissance, la place de la légitimité

Maria Lewicka, *Place attachment*, Second Edition, 2020

Rachid Ben Balla et al, *Nous ... La cité*, Zone, 2012

Isabelle Cialdella. *Le droit d'habiter en question : en quoi la reconnaissance de la diversité des modes d'habitat, en tant que construction politique, met en débat l'équilibre fragile entre Droit au logement et Droit d'habiter ?*, Science politique. 2015

LIATARD Fanny et TROUILH Jérémy, *Gagarine*, film, 2020

Cécile Cuny, *Donner une voix aux locataires*, Presses Universitaires de Rennes, 2014

Frédéric Pugnère-Saavedra, «La figure de l'habitant (discours et rénovation urbaine)», *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, n°3, 2013

Agnès Dupont-Villechaise, «La banlieue sans qualités. Absence d'identité collective dans les grands ensembles», *Revue française de sociologie*, 1997

Brigitte Bertonceo, Bénédicte de Lataulade, *Banlieue : une identité territoriale ?*, Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, 1995

Camille François, «Au mépris des locataires, Infériorisation sociale et assignation résidentielle des relogés de la rénovation urbaine», *Genèses*, 2014/3 n°96, p. 86 à 109

Barbara Allen, «Modes d'habiter, spatialisation des relations sociales et enjeux identitaires dans des quartiers d'habitat sociaux», *Habitat et vie urbaine*, fev 2004

Gérard Baudin, Philippe Genestier, «Faut-il vraiment démolir les grands ensembles ?», *Espaces et sociétés*, n°124-125, 2006

Michel Peroni, «Démolition et mise en mémoire, Quelle mémoire ?», *Le sociographe*, n°44, 2013, p. 21 à 28

Christian Delorme, «Détruire les grands ensembles ?», *Rhizome*, n°7, 2001

Sabine Dupuy, *Contre les démolitions, la patrimonialisation d'un savoir-habitant ?*, Laboratoire REV, Paris, 2008

Géraldine Djament-Tran, « La place des habitants dans la patrimonialisation conflictuelle du logement social », *EchoGéo*, 2015

Scalab, *Echelles de l'habiter*, Ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme – Plan Urbanisme Construction et Architecture, 2001

ANNEXES

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

PORTRAITS D'HABITANTS

Habitants de Bellevue:

Nadia, habitante et assistante maternelle sur le quartier

Éden, habitant de 6 ans

Samrawit, habitante du secteur Lauriers

Annie, habitante de Bellevue St-Herblain depuis plus de 30 ans

Karim, producteur-réalisateur de documentaires sur Bellevue, dirigeant de Café prod'

Coralie, assistante technique projet de renouvellement urbain Grand Bellevue chez Nantes Métropole

Aïcha, habitante et engagé dans l'association Reg'art

Daniel, Ex-délégué du préfet sur le quartier

Marine, Camille et Dana, gérantes de la Boutik'

Stéphanie, habitante depuis plus de 5 ans

Marie et Camille, Coordinatrices de l'équipe de quartier

Youssef, habitant depuis plus de 20 ans, engagé dans l'association Melting potes fondée par ses enfants.

Habitants des Dervallières:

Sam, ancien habitant jusqu'à ses 15 ans.

Nadia, ancienne habitante ayant vécu plus de vingt ans aux Dervallières et mère de Sam.

Damien, ancien habitant, de sa naissance à ses 16/17 ans.

Farida, habitante et engagée à l'ABD

Jacques, membre engagé à l'ABD

Loïc, membre engagé à l'ABD

Julien, habitant des Dervallières

INVENTAIRE DES MOUVEMENTS

Inventaire des perturbations :

Relogements

- > rue de la Saône
- > rue du Gers
- > secteur Lorrain - de la Tour

Démolition

- > Barre du Doubs
- > barre de la soâne
- > barre rue du Gers (horizon 2022)
- > Immeuble Grand Le Nain
- > Immeuble Géricault
- > Immeuble Lepère
- > Immeuble Mignard
- > Ensemble de pavillons sur le Boulevard du Massacre (2008)

Construction neuve immeuble de logements

- > Boréal (2011)
- > Bornéo (2012-2021)
- > Eden Vallée (2015)
- > La foncière logement (2012)
- > Ekogreen city
- > La samo (2011)
- > La villa Chézine (2010)
- > Le ruban de la Chézine (2016)
- > Woodywood (2015)
- > Le ruban de la Chézine 2 (2016)
- > Les balcons de la Chézine (2012)
- > Les passerelles du Vallon (2011)

Construction neuve d'un équipement

- > Un complexe sportif, qui jouxtera la médiathèque Lisa-Bresner, (livraison prévue en 2023)
- > Une maison de santé, (début 2022)
- > Une crèche intercommunale, (livraison prévue en 2022)
- > Pôle santé Abel Durand (2021)

Inaugurations

- > Parc de la Méta
- > Prairie Fleurie / place des Lauriers (11 septembre 2021)
- > Maison de la santé (2022)
- > Supermarché Aldi aux Dervallières (5 octobre 2017)
- > Immeuble Woodywood (19 février 2015)

Réaménagement de l'espace public

- > Le grand Watteau (2020-2022)

- > Parvis secteur Renoir-Château (2019)
- > Place des Dervallières (horizon 2022-2023)
- Rénovation d'équipements et services publics
- > La rénovation et l'extension de l'école Lucie-Aubrac, (livrée pour la rentrée 2024)
- > La rénovation et l'extension de l'école Alain-Fournier, (livrée pour mai 2023)
- > Extension école des Chataigniers (2021)
- > Ecole Dervallières-Chézine (2009)

Réhabilitations

- > Tour du Doubs (horizon 2024)
- > Barre Bd Winston Churchill
- > Le Grand Watteau (2016)

Inventaire des adaptations

Interventions artistiques : fresque et royal deluxe

- > Royal Deluxe
- > Fresque tour du Doubs
- > Fresque pied d'immeuble Mendes-France

Création de moments de mise en commun

- > fête de quartier dans les parcs ou sur les places
- > évènements de quartier (sport, fête culturelle,..)

Action pour la qualité de vie

Guy Cariou -> travail sur l'écologie et la pédagogie avec des actions
Michelle Palasse -> Bellevue 2000

Création de lieux de vie et d'échange

- Ca'fête -> lieu pour se retrouver
- Asso femme en fil -> donner une place/ un lieu aux femmes
- Melting'potes -> aide aux devoirs (devait être proposé par les institutions mais se reposent sur l'association)
- > crèche bilingue Fluffy aux Dervallières (2015)

Réponse aux besoins essentiels

- > marché solidaire
- > AMAP
- > ressourcerie de quartier
- ABD -> atelier bricolage
- Rapi -> besoin alimentaire

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



HABITER LE MOUVEMENT

L'habiter dans les grands-ensembles en rénovation

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUS LE DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

